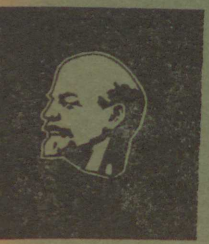
Piet Frantzen - Pierre Joye

NEO-SOCIALISME OU LUTTE DE CLASSE

CAHIERS MARXISTES



Revue trimestrielle
N° 7
2e année/Septembre-octobre-novembre 1970
Editée sous le patronage
de la Fondation Joseph Jacquemotte

Sommaire

Piet Frantzen
Le congrès extraordinaire de la F.G.T.B.
et la démocratie économique p. 1

Pierre Joye
Trois manifestes néosocialistes p. 27

Jacques Nagels
Une stratégie révolutionnaire :
organiser des noyaux de contre-pouvoir à tous les niveaux p. 43

Jean Blume
La cantilène du cap Lands End p. 61

Comité de rédaction :

Edmond Dubrunfaut
Augustin Duchâteau
Maurice Haber
Pierre Joye
René Lonnoy
Jacques Moins
Jules Raskin
Claude Renard
Roger Somville
Jean Terfve

Rédacteur en chef :
Augustin Duchâteau

PIET FRANTZEN *

Le congrès extraordinaire de la F.G.T.B. et la démocratie économique

La F.G.T.B. organise, dans le courant du mois de décembre, un congrès extraordinaire qui devra fixer les « objectifs globaux et la stratégie de la F.G.T.B. » (1).

En préparation à ce congrès, elle a présenté récemment, lors d'une conférence de presse, un rapport du professeur H. Janne.

Aucun marxiste ne peut accepter ce rapport: non seulement parce qu'il renferme des inexactitudes, mais surtout parce que les problèmes sociaux y sont abordés d'un point de vue bourgeois. Visiblement, le but visé par H. Janne n'est pas de créer une société socialiste, dans laquelle la bourgeoisie serait délogée de sa position dominante, mais bien celui d'apporter quelques aménagements à la société néo-capitaliste, sans modifier fondamentalement la structure de classes.

Dans l'étude qui suit — qui n'a toutefois pas été diffusée par la F.G.T.B. (2) — on trouvera une esquisse des caractéristiques principales du néo-capitalisme et, en outre, quelques mesures de réforme, concrètes, qui pourraient être appliquées dans une première phase en vue de la création d'une société socialiste.

Les « réalistes » objecteront que les propositions contenues dans cette étude ne sont pas réalisables, mais on peut leur répondre :

1) qu'eux-mêmes — et ce depuis plusieurs dizaines d'années — donnent l'impression de vouloir réformer la société de fond en comble, alors qu'ils ne préconisent que des mesures accessoires dont la réalisation,

---

* **Professeur à la Vrij Universiteit te Brussel.**

(1) G. Debunne : « F.G.T.B. Information », Rapport d'H. Janne, Avant-propos, 1970.

(2) Diverses commissions avaient été créées en vue de la rédaction du rapport à soumettre au congrès extraordinaire. Tout comme le rapport d'H. Jannne, l'étude précitée était destinée à l'une de ces commissions.

contrairement au but visé, ne ferait que renforcer le système actuel, de sorte que, consciemment ou inconsciemment, ils trompent une bonne partie des travailleurs qui n'ont pas la formation requise pour comprendre les problèmes complexes qui leur sont posés ;

2) que si la direction de la F.G.T.B. a la ferme volonté de s'efforcer de créer une société socialiste, il lui est parfaitement possible de réaliser des réformes de structure, étant donné qu'elle dispose de moyens de communication (journaux, radio, TV) et de possibilités de formation importantes et que les travailleurs chrétiens ne sont plus les doux agneaux d'il y a encore quelques années, mais deviennent de jour en jour plus combatifs.

Penser de façon vraiment « réaliste » signifie pour le moment radicaliser le mouvement ouvrier.

Ce n'est pas parce que le nombre des employés augmente par rapport à celui des ouvriers, parce que l'on achète de plus en plus de postes de TV et de voitures, parce que les heures de travail ont été réduites, parce que le pouvoir d'achat réel de chacun s'accroît, que les travailleurs deviendraient indifférents à une analyse marxiste de la société et rétifs à des réformes sociales fondamentales. C'est le contraire qui est vrai : les conditions requises pour amener des réformes radicales de la société sont probablement bien plus présentes qu'elles ne l'étaient avant la première guerre mondiale. Le niveau culturel des ouvriers est en effet beaucoup plus élevé qu'il ne l'était et la TV offre des possibilités inconnues à cette époque. La grève de 1960-1961, la grève des femmes à la FN, la dernière grève dans les charbonnages du Limbourg — pour ne citer que quelques exemples — prouvent que les travailleurs sont plus combatifs que jamais et qu'ils ne demanderaient qu'à se rallier à un programme solide et rigoureux de réformes de structure.

Nombreux sont ceux qui mettent encore leur espoir en la F.G.T.B.

Si ce syndicat ne prend pas en main la direction du mouvement ouvrier (au sens large du terme) — en particulier par l'élaboration et la diffusion d'un programme véritablement socialiste, prévoyant des réformes de structure de l'entreprise et de la société — il ira en se désintégrant et par là même ne fera que renforcer, tout au moins temporairement, le capitalisme.

Le devoir de tous les marxistes au sein de la F.G.T.B. est de veiller à ce qu'il n'en aille pas ainsi.

I.

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU CAPITALISME MODERNE

A. — GENERALITES

Dès avant la seconde guerre mondiale, les pays capitalistes dépendaient les uns des autres, dans une large mesure, sur le plan conjoncturel. Néanmoins, à cette époque, ils conservaient un certain degré d'autonomie, surtout en matière de structures économiques et d'investissements.

L'explosion considérable des forces de production, depuis 1945, a eu pour conséquence que les économies des différents pays capitalistes sont aujourd'hui de plus en plus imbriquées les unes dans les autres. De plus, certains pays, comme la Grande-Bretagne et la France, qui occupaient jadis des positions prépondérantes sur le plan économique et politique,

sont devenues des puissances de second rang. Le nombre autrefois grand de centres de décisions qui déterminent la marche de l'économie mondiale s'est progressivement amenuisé et il ne subsiste plus que quelques pays dominants. Parmi ceux-ci, il convient de citer en premier lieu les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, la République Fédérale Allemande et le Japon. Sur le plan de la concurrence internationale, ils sont parvenus, grâce à un processus intensif d'accumulation, à rejeter les autres pays dans une position défensive. De là le fait que les nations capitalistes moins puissantes cherchent à modifier le cours des événements en procédant à des regroupements régionaux du type de la C.E.E.

Quand on analyse le capitalisme belge, il n'est pas possible de le dissocier des lois générales de développement inhérentes au système capitaliste mondial et de l'influence des grandes nations impérialistes. Néanmoins, le capitalisme belge — à côté de traits qu'il possède en commun avec le capitalisme international — a connu dans certains domaines, nous le verrons plus loin, une évolution spécifique.

Une des caractéristiques communes du capitalisme belge et du capitalisme international est qu'ils ont connu une croissance économique continue qui, depuis la libération, n'a été ralentie que par quelques récessions, et cela grâce, avant tout, à la politique de plein emploi menée dans les pays capitalistes après la seconde guerre mondiale. Les rapports de force entre travailleurs et employeurs sont à la base de la politique de plein emploi. Les travailleurs ne toléreraient plus le maintien de longues périodes de déflation, semblables à celle survenue dans l'entre-deux-guerres. La bourgeoisie et avec elle les gouvernements d'orientation essentiellement bourgeoise ont compris qu'une longue récession mettrait leur système social en péril. C'est pour l'éviter à tout prix que tout un éventail de techniques a été créé, dans le seul but de conférer un caractère permanent à la croissance économique.

Dans le cas particulier de la Belgique, nous constatons que le capitalisme ne s'est pas adapté à l'évolution rapide des techniques et de l'économie. De fait, le capitalisme belge, après avoir fait, à la fin du XIX[e] siècle, figure de pionnier dans une série de secteurs comme, par exemple, la construction de chemins de fer et de tramways, l'érection de centrales électriques, ne fait plus preuve, aujourd'hui, du même dynamisme. En bref, le capitalisme belge a perdu son élan et est devenu parasitaire à plus d'un point de vue. C'est ce que feront ressortir les différentes parties de l'étude qui suit.

B. — LE DEVELOPPEMENT SPECIFIQUE DU CAPITALISME BELGE

§ 1. TRANSFORMATION DU CAPITALISME CONCURRENTIEL

1. *BESOINS CROISSANTS EN CAPITAUX DES ENTREPRISES*

Le trait fondamental du système capitaliste a toujours été l'accumulation. La réalisation de bénéfices croissants ne peut s'opérer, en effet, que par l'utilisation de moyens de production accrus, que ce soit sous forme de capital fixe et de matières premières ou sous forme de travail. La production croissante, qui en résulte, conduit à ce qu'il est convenu

d'appeler : la reproduction élargie. Les capitaux requis à cette fin n'ont cessé d'augmenter au fur et à mesure du développement du capitalisme, en raison d'innovations technologiques au caractère de plus en plus complexe. S'il était relativement aisé, autrefois, aux petites et moyennes entreprises d'appliquer les différentes inventions, la chose leur est devenue totalement impossible au cours des deux dernières décennies. Depuis la seconde guerre mondiale, le capitalisme est confronté avec une accélération scientifique. Les inventions du passé ne réclamaient que des procédés artisanaux pour leur mise en application ; de nos jours, il s'opère une interaction continue entre la technique et la science que l'on dénomme technologie.

Les inventions et leurs applications industrielles se succèdent à un rythme accéléré et cette évolution entraîne pour les entreprises une réduction importante du cycle de renouvellement de leur capital fixe. Les amortissements qui, autrefois, pouvaient s'étaler sur une dizaine d'années en moyenne, doivent, aujourd'hui, être résorbés en quelques années. De ce fait, le capitalisme connaît de plus en plus de difficultés à financer les investissements. Comme l'obtention des ressources financières indispensables se fait de moins en moins par l'émission de nouvelles actions et par l'attraction de nouveaux actionnaires, comme l'émission d'emprunts obligataires a sensiblement perdu de son importance, les entreprises sont obligées de recourir, dans une large mesure, au financement par les prix. Dans ce mode de financement, les prix sont artificiellement majorés d'un certain taux qui doit englober les amortissements et les investissements d'expansion. Malgré cela, même ces sources de financement se révèlent insuffisantes pour alimenter le renouvellement du capital fixe. Le capitalisme est donc de plus en plus contraint de faire appel à des fonds prêtés dont la proportion, comparativement aux fonds propres, va croissant. Afin de se procurer ces fonds prêtés, les capitalistes sollicitent de plus en plus l'Etat en vue d'obtenir des subventions en intérêts et en capital et (ou) sa garantie. De cette manière, l'Etat est promu au rôle d'agent de financement et de garant des bénéfices capitalistes. Le développement technologique et le besoin croissant de capital qui l'accompagne ont plusieurs conséquences importantes sur la vie économique : d'une part des changements de la forme des entreprises (prédominance accentuée des S.A.) et d'autre part la concentration de plus en plus poussée des entreprises.

CONSEQUENCES DE L'ACCROISSEMENT DES BESOINS EN CAPITAUX

a) *Les S.A. dominent de plus en plus la vie économique*

Comme il a été exposé ci-dessus, le progrès technologique continu nécessite une énorme accumulation de capital fixe.

Généralement, les moyens financiers requis ne peuvent pas être trouvés dans le cadre d'une petite entreprise. C'est la raison pour laquelle la création de la S.A. répondait à une nécessité réelle pour le capitalisme et cela dans la mesure même où cette forme de société permet au groupe d'intéressés le plus large possible de souscrire des actions nouvelles.

Il n'empêche que l'économie belge comptait encore il n'y a guère nombre d'entreprises à caractère familial (par exemple : Bekaert, Solvay).

Même celles-ci ont, au cours des dernières années, changé de nature juridique et sont devenues des S.A. Il faut attribuer ce changement de nature à la nécessité pour les entreprises d'attirer de plus en plus de fonds prêtés. En effet, les entreprises obtiennent d'autant plus facilement du crédit bancaire qu'elles disposent de fonds propres importants.

Si l'on suit l'évolution, l'on constate que les entreprises individuelles perdent continuellement de leur importance dans l'économie nationale, alors que la part des sociétés augmente régulièrement.

Les recensements ayant trait à l'industrie et au commerce, organisés par l'I.N.S., mettent en évidence qu'en ce qui concerne la main-d'œuvre employée, la part des entreprises individuelles est passée de 26,5 % en 1937 à 19,9 % en 1961, alors que celle des sociétés a progressé, dans le même temps, de 73,5 % à 80,1 %. Dans ce dernier chiffre, les S.A. interviennent pour 57,1 %.

b) *La concentration des entreprises s'accroît, mais demeure insuffisante.*

La concentration des entreprises n'est pas un phénomène spécifiquement belge ni européen ; c'est un phénomène mondial. Par là, l'évolution du capitalisme répond à une des lois de développement qui veut qu'un secteur industriel soit d'autant plus mûr pour une concentration que le capital investi par tête est plus élevé.

Bien que la concentration n'ait pas atteint en Belgique l'ampleur qu'elle revêt aux Etats-Unis, elle n'en est pas moins importante. L'on peut le constater par l'évolution des sociétés par actions belges. Parmi ces sociétés, la catégorie de celles dont le capital versé dépasse les 100 millions de francs augmente sans cesse (de 55 % du nombre total des sociétés par actions en 1949 à 68,4 % en 1967). La concentration est moins poussée si l'on range les enteprises selon la main-d'œuvre employée. Bien que, parmi les entreprises industrielles, la catégorie de celles qui comptent 1.000 travailleurs et plus soit la plus improtante, elle ne représentent que 23,5 % de l'emploi total dans les entreprises industrielles. Pour les autres secteurs d'activité, à l'exception des transports et des services publics, la situation est encore bien moins satisfaisante ; l'emploi y est réparti entre nombre de petites et moyennes entreprises. L'on constate, par exemple, pour l'année 1968, dans un secteur aussi important pour la vie économique que la construction, que l'emploi se situe à concurrence de 70 % dans des entreprises qui comptent moins de 100 travailleurs. C'est là une situation très préjudiciable à une rationalisation des techniques de construction.

En bref, la dimension de nos entreprises reste, à bien des égards, surtout sur le plan de l'emploi, nettement trop restreinte pour qu'il soit possible de lutter efficacement contre des entreprises étrangères.

La situation est quelque peu meilleure en ce qui concerne le capital investi par tête. Au cours des dernières années, de nombreuses entreprises belges ont, sous la pression de la concurrence internationale, réalisé des extensions. Mais ces mesures ont été accompagnées, le plus souvent, d'investissements et de rationalisations, de sorte que l'emploi en a finalement pâti.

2. *NECESSITE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR L'EXPANSION ECONOMIQUE*

C'est un fait bien connu que la Belgique exporte près de 40 % de son produit national brut. Ceci implique que l'expansion économique est, dans une large mesure, conditionnée par les possibilités de débouchés à l'étranger. Les efforts commerciaux ne sont pas, à eux seuls, suffisants pour ouvrir des débouchés ; de plus en plus, le degré de « technicité » inhérent au produit et le prix de revient s'avèrent des facteurs importants dans ce domaine. Allier, pour un même produit, une haute technicité et un bas prix de revient nécessite l'affectation de capitaux considérables à la recherche scientifique.

Les statistiques de base de quatre pays européens (France - R.F.A. - Royaume-Uni - Suède) montrent que la part du P.N.B. destinée à la recherche sicentifique s'élève en moyenne à 2,08 % ; le taux correspondant pour la Belgique n'est que de 1,36 %, soit un écart de 0,72 %. Dans ces conditions, on peut conclure, avec le Conseil National de la Politique scientifique, que la position des entreprises capitalistes belges n'est guère brillante sur le plan de la concurrence internationale (3).

Cette situation est aggravée du fait que la Belgique exporte dans une large proportion des produits semi-finis (par exemple : ciment - verre - acier) pour lesquels la concurrence sur les marchés internationaux est plus intense que pour des productions spécialisées.

Ce retard très marqué, en matière de recherche scientifique, place l'industrie belge dans une position d'infériorité par rapport aux entreprises étrangères, par rapport aux entreprises américaines surtout. Certains secteurs de l'industrie belge ne sont plus à même d'affronter la concurrence et tombent sous la dépendance (brevets) de l'étranger. Dans un stade ultérieur, lorsque la concurrence est devenue insoutenable, il faut procéder à des fusions (par exemple : absorption des ACEC par Westinghouse). Le résultat le plus fréquent en est une inféodation politique et économique aux Etats-Unis (par exemple : la livraison des batteuses-moissonneuses Clayson à Cuba tombe sous le coup de l'embargo ; en conséquence, l'entreprise belge subit une perte de commandes).

3. *ROLE DES HOLDINGS*

Si le rôle des holdings a consisté, durant le XIX[e] siècle, à créer avant tout des entreprises nouvelles et à donner une impulsion dynamique à l'économie belge, cet aspect de leur intervention s'est estompé au XX[e] siècle. Dans les circonstances actuelles, les holdings sont devenus des organismes qui gèrent des capitaux considérables tout en prenant un minimum de risques. Les seuls investissements, qu'ils opèrent encore, sont des investisements de rationalisation ou d'approfondissement, dans le but de comprimer les coûts, surtout dans les secteurs traditionnels (verre - ciment - métaux non ferreux - acier). Les investissements dans les secteurs importants, à valeur ajoutée élevée par travailleur (par exemple : pétrochimie), sont effectués uniquement par des groupes étrangers.

De multiples raisons sont avancées pour justifier cet état de choses. Ainsi, il est dit que les coûts liés à de telles entreprises sont très élevés,

(3) Conseil National de la Politique scientifique : Rapport Annuel, 1965, p. 152.

surtout en matière de recherche. Une autre raison serait l'importance des risques liés aux investissements dans des entreprises nouvelles, du moins au cours des premières années. Un troisième motif est la faible rentabilité. Même le patrimoine industriel existant est abandonné parce que l'entretien en est trop coûteux. Ainsi, on a pu prétendre lors de la reprise des ACEC que cette entreprise ne rapportait en moyenne que 4 % du capital investi. Le Baron Empain assure que les fonds libérés par la cession des ACEC à Westinghouse peuvent être investis d'une manière plus rentable dans des hôtels, des centres de vacances et dans l'infrastructure touristique. Ceci nous amène au cœur du problème. Plutôt que d'assumer les risques, le capitalisme se spécialise largement dans des opérations immobilières. Ainsi, depuis 1953, les transferts immobiliers ne représentent en Belgique pas moins de 40 % en moyenne de la formation brute de capital. Il faut mettre l'accent sur le caractère stérile des transferts immobiliers dans la mesure où ils réduisent les investissements productifs.

CONCLUSIONS AU § 1 : *LES MONOPOLES ET LES OLIGOPOLES DOMINENT DANS UNE LARGE MESURE L'ECONOMIE BELGE*

Le coût croissant des installations, les montants considérables requis pour la recherche scientifique, le rôle centralisateur des holdings sont autant de facteurs qui font que, dans chaque secteur économique, il ne subsiste plus qu'un nombre restreint d'entreprises importantes. Ces entreprises peuvent facilement conclure des accords oligopolistiques dans le but de déterminer un certain niveau de prix et de limiter artificiellement la production (4).

§ 2. LES TECHNIQUES ACTUELLEMENT APPLIQUEES EN VUE DE SOUTENIR LE CAPITALISME ET LEURS INSUFFISANCES

1. *LE ROLE DE L'ETAT BOURGEOIS*

Par rapport au XIX[e] siècle, le rôle de l'Etat est devenu nettement plus complexe. Ceci résulte principalement des constatations faites dans le § 1, 1 de cette étude, notamment du coût croissant des investissements en capital fixe.

Afin de pouvoir procéder aux amortissements que requièrent ces investissements, les mono et oligopolistes ont, à côté du système de financement par les prix, fait appel aux pouvoirs publics.

La tâche dévolue aux pouvoirs publics consiste à stabiliser dans toute la mesure du possible le taux de profit des grands secteurs industriels. Les moyens employés sont tantôt l'octroi à taux d'intérêt réduit de prêts en vue du financement du capital fixe, tantôt l'octroi de subventions en capital ou encore l'immunisation fiscale. Le même résultat est atteint par l'exécution de travaux d'infrastructure, la création de centres d'industrialisation et la fourniture d'énergie à prix réduit.

---

(4) Une documentation très complète sur les monopoles et oligopoles en Belgique a été publiée par le CRISP sous le titre : « La Morphologie des groupes financiers », Bruxelles, 1966.

Par ailleurs, l'Etat s'efforce fréquemment de mettre sur pied une politique des revenus afin d'assurer un déroulement régulier du cycle de renouvellement du capital fixe. A cette fin, il incite les syndicats à souscrire une programmation sociale qui planifie les hausses salariales (planification du capital variable).

L'Etat intervient également sur le plan conjoncturel bien que ses moyens soient sommaires (politique d'escompte, restriction ou stimulation en matière de crédit, freinage ou promotion des exportations, « manipulations » de la monnaie.)

Enfin, on notera que l'Etat prend en charge dans une large mesure le financement de la recherche scientifique.

2. *L'IMPOSSIBILITE D'ABOUTIR A UNE PLANIFICATION EFFECTIVE*

En Belgique, la planification économique a été réalisée jusqu'à présent d'une manière extrêmement pragmatique. Le grand inspirateur de cette planification, à savoir le Bureau de Programmation Economique, a établi jusqu'à présent deux plans quinquennaux qui sont restés sans grand effet. A l'heure actuelle, un troisième plan est en voie de préparation. On est frappé par le caractère peu démocratique de ce genre de programmation. Ainsi, par exemple, le Parlement n'exerce aucune espèce d'influence en ce qui concerne les options fondamentales sur lesquelles reposent les plans. En fait, la plupart des gouvernements n'ont pas pris le Bureau de Programmation au sérieux, soit qu'ils aient négligé ses avis, soit qu'ils ne l'aient même pas consulté.

Dans les circonstances actuelles, la tâche du Bureau de Programmation consiste principalement à comparer entre eux les programmes d'investissement des différents secteurs économiques et à vérifier si leur confrontation n'entraîne pas des goulots d'étranglement ou d'autres phénomènes d'accompagnement sur le plan conjoncturel.

L'information sur laquelle cette programmation est basée est fréquemment inexacte. Elle provient, en effet, le plus souvent des grandes organisations patronales. Or, celles-ci ne disposent elles-mêmes que d'estimations relatives à leur secteur, soit, parce que de nombreuses entreprises privées refusent sur ce plan toute forme de collaboration avec leur fédération, soit qu'elles ne communiquent pas certains chiffres, principalement en matière de revenus, qui sont considérés comme confidentiels.

Ce qui intéresse avant tout le secteur privé dans la programmation, ce sont les informations qui ont trait à l'évoltuion prévue du marché et de la conjoncture.

Quant aux pouvoirs publics, bien qu'ils financent dans une large mesure les investissements, notamment dans le cadre des lois d'expansion, ils ne disposent ni de la volonté suffisante ni des moyens requis pour assurer l'exécution de leur propre plan. La preuve en est que, même dans le secteur public, la planification se déroule d'une manière cahotique. Pour certaines entreprises qui bénéficient de l'aide publique, il a fallu attendre jusqu'à maintenant pour qu'un projet de loi prévoie ce qui n'est encore qu'une planification contractuelle non sanctionnée. Toutes les autres entreprises restent entièrement libres de produire ce qu'elles veulent, autant qu'elles veulent et cela de la manière qui leur convient.

En plus des difficultés mentionnées ci-dessus, la programmation se heurte à l'impossibilité de prévoir avec une exactitude suffisante la demande globale. En effet, tant que la demande reste avant tout la résultante d'une multitude de décisions d'investissement au niveau d'un grand nombre d'entreprises qui refusent tout engagement vis-à-vis du plan, la prévision de la demande sera forcément malaisée et incorrecte.

3. *NECESSITE CONTINUE DE PRODUIRE TOUJOURS DAVANTAGE*

Par l'accumulation continue, le capitalisme a mis en place une énorme capacité de production. Celle-ci ne peut être maintenue à ce niveau que si une demande additionnelle entraîne une production croissante. Ceci n'est pas toujours possible, comme en atteste la surcapacité de certains secteurs au cours de périodes déterminées (par exemple la sidérurgie). Aussi, un nouveau facteur est-il venu se greffer sur cette évolution qui met nettement en évidence le caractère parasitaire du capitalisme. Alors qu'au cours du XIX[e] siècle, la plus grande partie des activités des capitalistes pouvait être qualifiée d'utile, il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Nous voyons en effet que le capitalisme est de plus en plus confronté avec des problèmes relatifs à l'écoulement de sa production. Pour circonvenir cette difficulté, un nombre croissant de facteurs est engagé dans la production afin de pouvoir se défaire de celle-ci d'une manière rentable. Le moyen utilisé consiste à affecter une proportion toujours plus importante du prix de revient à la publicité et à des changements de forme. Combien de milliards ne sont-ils pas gaspillés de la sorte dans la modification des formes des voitures automobiles et d'autres biens de consommation durables, sans que leur qualité en soit pour autant améliorée ?

En bref, le capitalisme est contraint d'affecter une part croissante du produit national à de telles réalisations, s'il ne veut pas sombrer du fait de sa propre impulsion qui l'amène à accumuler toujours davantage sans qu'il existe au préalable des débouchés suffisants.

CONSEQUENCE DES TECHNIQUES DE SOUTIEN DU CAPITALISME : D'ENORMES GASPILLAGES

Le capitalisme est entré dans une phase très critique de son évolution : l'écoulement de la production est devenu un des impératifs fondamentaux pour le système, s'il veut échapper à l'effondrement. A ce stade, le capitalisme a tendance à s'adonner à des gaspillages considérables, tant en ce qui concerne le produit national réel que le produit potentiel. La société se voit ainsi spoliée d'une partie de ses possibilités de développement. Les gaspillages les plus caractéristiques du capitalisme moderne s'énoncent comme suit :

a) Depuis 1953, le chômage a fait perdre plus de 723 millions de journées de travail qui, dans des circonstances normales, auraient augmenté d'une manière appréciable le P.N.B.

b) Dans beaucoup de secteurs du système capitaliste règne un double emploi des instruments. Ainsi, à fin 1968, le secteur financier

disposait de 25.063 points de contact (banques - institutions parastatales - caisses d'épargne privées). Le même phénomène se présente dans le secteur de la distribution où magasins de détail et magasins à rayons multiples avoisinent dans la plus belle anarchie. Un autre exemple est donné par le secteur oligopolistique du pétrole où les armes concurrentielles par excellence sont la publicité d'une part, la vente avec primes d'autre part. Le désordre dans ce secteur atteint une telle ampleur qu'en certains points de vente, des pompes de marques différentes fonctionnent les unes à côté des autres. Est-il encore nécessaire de mentionner que dans tous les cas précités le nombre des points de contact avec le public pourrait être drastiquement réduit ?

c) Dans le secteur public, l'influence du « patronat » est considérable. Ainsi, alors que les fonds appartiennent en fait aux travailleurs, tout le secteur de la sécurité sociale est géré sur base paritaire. La sécurité sociale n'est en effet rien d'autre qu'un salaire différé. Par leur intrusion les capitalistes s'arrogent partiellement la gestion des différents secteurs ; leur influence est même prédominante dans la prise de décision. Dans un secteur déterminé de la sécurité sociale, à savoir l'assurance maladie-invalidité, certains intérêts privés, plus particulièrement ceux des médecins, aggravent de plus en plus les charges en raison du niveau de leurs honoraires, de telle sorte que l'on se trouve pratiquement dans une situation de déficit permanent.

Ces mêmes intérêts privés reprochent aux entreprises publiques leur défaut de rentabilité alors qu'ils en sont eux-mêmes la cause (par exemple : les charges que doit assumer le chemin de fer pour le transport des marchandises). L'influence des capitalistes se manifeste également dans le secteur financier, où ils réussissent à empêcher que les institutions publiques (par exemple : C.G.E.R.) disposent des armes qui leur permettraient de concurrencer les banques de dépôts.

d) Le capitalisme est confronté avec le problème crucial de la réalisation de la richesse créée. Comme nous l'avons vu, c'est la raison pour laquelle il applique, sur une large échelle, des techniques publicitaires et autres techniques de vente. Aussi, le nombre des travailleurs occupés dans ces activités parasitaires tend-il à croître. Il est à peine besoin de souligner que les gaspillages qui en résultent pourraient donner lieu à des dépenses socialement utiles, notamment en matière de développement de l'infrastructure sociale et culturelle.

e) Dans l'agriculture, le système des prix garantis donne naissance à des surplus de production qui doivent soit être stockés (par exemple : beurre) soit, dans certaines circonstances, être détruits (par exemple : fruits).

Chaque travailleur occupé dans l'agriculture coûte par an 128.000 francs à la communauté.

Sur un total de 46,8 milliards de francs de revenus, 31 milliards, c'est-à-dire 67 %, proviennent de subsides, dont 12,3 milliards sont financés au moyen de recettes fiscales (5).

---

(5) Herinckx-Pirlot, J. : « La politique agricole commune et l'économie belge », Cahiers économiques de Bruxelles, nos 41 et 42, 1er trimestre 1969.

§ 3. AUTRES ASPECTS DE LA DELIQUESCENCE DU SYSTEME CAPITALISTE

1. *SPECULATION FONCIERE*

Le montant des transferts immobiliers a pratiquement triplé depuis 1953 (de 19,7 milliards de francs à 58,4 milliards de francs). Quant au prix de la terre, il est passé de l'indice 100 en 1953 à l'indice 196 pour les ventes publiques et à l'indice 178 pour les ventes de gré à gré.

Il est certain que la politique des grandes sociétés immobilières n'est pas étrangère à cette évolution. Surtout autour des grandes villes, ces sociétés ont provoqué une véritable escalade des prix. Cette spéculation foncière a plusieurs conséquences néfastes :

a) il est impossible de mener une politique d'urbanisation dans l'intérêt de la collectivité ;

b) la politique d'implantation industrielle se heurte à de grandes difficultés ;

c) le prix des terrains devient exorbitant ;

d) les coûts trop élevés freinent l'industrialisation de la construction ;

e) les espaces verts indispensables passent aux mains des lotisseurs.

2. *COLLUSION ENTRE LA PRESSE ET LE MONDE FINANCIER*

La publication d'un journal est devenue de nos jours une véritable entreprise industrielle. Dans ce secteur, l'automation a fait de nets progrès, de sorte que la création d'un journal requiert des montants considérables. Depuis quelques décennies, on note sous ce rapport une modification dans la politique des grands journaux. Pour assurer leur viabilité, ils font un appel croissant à la publicité et ne recourent qu'à contre-cœur à une hausse du prix de vente. Cette politique favorise avant tout les journaux qui sont en mesure d'attirer une quantité importante de publicité et lèse les journaux moins importants. Il en résulte que les journaux à faible tirage et avec peu de publicité sont absorbés par les grands concerns de la presse (par exemple : le groupe du « Standaard » ; « Le Soir » absorbe « La Lanterne » et « La Meuse » ; « La Libre Belgique » absorbe « La Métropole », etc.). Même les journaux importants, par exemple : « De Standaard » et la « Gazet van Antwerpen », concluent des accords pour l'obtention de la publicité. Les petits journaux qui ne s'adonnent pas à ces pratiques sont immanquablement éliminés (par exemple : « Le Drapeau Rouge » et le « Rode Vaan »). Il s'agit là d'incontestables atteintes à la liberté d'opinion. La presse ouvrière (par exemple : « Volksgazet » et « Vooruit »), voit son développement entravé, en partie en raison du cercle restreint de ses lecteurs, essentiellement parce qu'elle n'attire qu'une mince fraction d'une publicité qui s'oriente de préférence vers les journaux bourgeois. Souvent d'ailleurs, l'obtention de cette publicité est conditionnée par le respect des tabous que les formes capitalistes imposent en matière d'information.

De même, l'information donnée par les agences de presse étrangères reflète certaines images stéréotypées en matière de politique internationale. Systématiquement, on jette le discrédit sur les pays socialistes et sur

leur idéologie et on déforme les faits à l'avantage du monde capitaliste. Comment pourrait-il en être autrement puisque ce sont de puissants groupes financiers qui financent les plus importantes des agences de presse capitalistes.

3. *LIENS ENTRE LES POLITICIENS ET LE MONDE FINANCIER*

Les liens entre le monde financier et les sphères politiques sont très étroits. Les groupes financiers disposent même en fait d'un droit de veto à l'occasion de la désignation du ministre des Finances. Ce dernier est pratiquement toujours issu de milieux qui sont en contact étroit avec les grands holdings et (ou) les banques de dépôt belges (par exemple : Eyskens - Kredietbank ; Dequae - Almanij ; Snoy d'Oppuers - Banque Lambert). Un candidat ministre des Finances de conviction authentiquement socialiste est toujours récusé.

* * *

Aussi longtemps que les liens entre la presse et les politiciens d'une part, le monde financier d'autre part ne seront pas rompus, toute politique économique et sociale, fondée sur des principes socialistes, restera un vœu pieux. En effet, la presse et les autres moyens de communication bourgeois ameuteraient immanquablement la population contre cette politique.

4. *POLITIQUE IMPERIALISTE A L'ENCONTRE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT*

Tout comme les autres pays capitalistes développés, la Belgique profite du fait que dans les pays pauvres (par exemple : la République Démocratique du Congo) il n'y a que peu d'industries, une infrastructure insuffisante, trop peu de cadres et pas de marché intérieur. Dans ces conditions, il est possible d'acquérir à bas prix les matières premières dans ces pays en voie de développement et de leur prêter le capital à un taux d'intérêt élevé. Ceci permet en outre de payer des bas salaires à la population indigène et d'acheter à bon compte les produits agricoles.

Les pays pauvres sont encore défavorisés grâce à d'autres moyens. Ainsi la C.E.E. incite les pays en voie de développement à diversifier leurs exportations ; lorsque ce résultat est acquis, on freine ces mêmes exportations par la mise en place de limitations à l'importation (par exemple : champignons en boîte, asperges et ananas de Formose). Il faut également mettre l'accent sur la politique équivoque du gouvernement belge qui parle constamment d'actions en faveur de l'aide au développement, qui incite la jeunesse à de telles actions (par exemple : S.O.S.-Faim) alors qu'une partie de sa propre « aide au développement », telle qu'elle est reprise dans le budget 1969, sert au remboursement, essentiellement à des Belges, de la dette coloniale (978 millions de francs), au paiement de diverses pensions à des anciens coloniaux (845 millions de francs), à l'assistance technique militaire (104 millions de francs) et à des prêts à intérêt que les pays pauvres doivent rembourser et qui entretemps procurent des commandes à l'industrie belge. L'assistance technique proprement dite a bénéficié en 1969 de 2.860 millions de francs sur un total déclaré de 6.508 millions de francs.

CONCLUSIONS GENERALES

Les situations et évolutions analysées ci-dessus montrent que, depuis le XIX[e] siècle, le capitalisme a subi des transformations importantes. En lieu et place du modèle du capitalisme concurrentiel d'autrefois, nous vivons maintenant le néo-capitalisme basé sur les monopoles et oligopoles et caractérisé par nombre de développements parasitaires et de gaspillages.

Seule une société basée sur la démocratie économique et politique peut apporter une solution à tous les excès mentionnés ci-dessus.

II.

PROPOSITIONS AVANCEES AU COURS DES DERNIERES ANNEES EN VUE DE REALISER LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE

La démocratie économique est un système où les détenteurs, en dernier ressort, du pouvoir de décision économique sont les individus en leur qualité de producteurs, de consommateurs et de citoyens.

Une telle démocratie économique implique l'élimination du capital en tant que source et base du pouvoir de décision.

Une simple limitation du pouvoir du capital est incompatible avec la démocratie économique tout comme le maintien d'un modique cens serait incompatible avec une démocratie politique.

L'éviction du capital de la sphère des agents de décision est un processus de longue haleine. La réalisation de cet objecitf se fera par le passage obligé au travers de certaines situations intermédiaires où le pouvoir du capital sera progressivement limité.

Cet étalement de l'action présente des dangers manifestes. Ceux-ci sont de deux ordres.

En premier lieu, à travers un processus de longue durée, il importe de réaffirmer constamment le but final. Celui-ci risque d'autant plus de s'estomper qu'en cours de route d'autres objectifs, comme l'amélioration du statut matériel du travail, sont réalisés plus rapidement et plus complètement.

En second lieu, le choix des étapes intermédiaires doit être conçu de manière à éviter que, sous le couvert d'une démocratisation économique formelle, le capital réussisse en fait à consolider son pouvoir en s'incrustant dans des centres de décision importants.

Ce danger pèserait d'autant plus lourd que le mouvement syndical disperserait ses efforts sur un ensemble de réformes partielles, secondaires, éloignées de l'objectif final.

La démocratisation progressive de l'entreprise risquerait de tourner court si la privatisation de l'Etat devait s'avérer plus rapide. Or, d'une part, l'endettement massif des pouvoirs publics auprès des banques privées, elles-mêmes dépendantes des grands holdings, d'autre part, l'accaparement progressif par le secteur privé d'un patrimoine public comme le port d'Anvers, ne constituent-ils pas des indices qui montrent que cette menace n'est pas imaginaire.

C'est dans cet esprit qu'il convient de faire l'inventaire critique des réformes tantôt réalisées, tantôt proposées en Belgique et à l'étranger dans le but d'aboutir à une démocratie économique.

§ 1. ACTIONNARIAT OUVRIER

L'idée d'actionnariat ouvrier recouvre en fait deux réalités différentes.

— Dans une première acception du terme, l'actionnariat ouvrier est une manœuvre de privatisation du secteur public, sous le couvert d'une politique de formation de patrimoine entre les mains de la classe ouvrière. La privatisation est tantôt complète, tantôt partielle. L'expression d'actionnariat populaire traduit mieux cette notion.

— L'autre conception de l'actionnariat ouvrier ne s'identifie plus à une distribution de capital mais à la formation d'un capital par prélèvement sur les salaires ou participation aux bénéfices.

La menace la plus grave liée à de telles initiatives est qu'elles visent précisément à désamorcer le mouvement de la démocratisation économique :

— sous le couvert de concessions qui n'affectent en rien la distribution du pouvoir économique ;

— dans l'espoir d'une transformation des mentalités ouvrières dans le sens capitaliste petit-bourgeois.

§ 2. SOLUTIONS INSPIREES PAR L'OBJECTIF D'EFFICACITE ECONOMIQUE

Un certain nombre de mesures préconisées visent, en dernier ressort, l'utilisation plus efficace des ressources économiques. La démocratisation du pouvoir économique est considérée comme une condition de réalisation d'un tel objectif.

On peut ranger sous cette rubrique des mesures qui constituent des entraves à la libre initiative du capital dans certains secteurs vitaux. Ce résultat peut être atteint par un contrôle des holdings ou par la création de comités de surveillance dans les principaux secteurs de la vie économique, similaires à ceux qui existent pour le gaz, l'électricité et la sidérurgie.

Les comités qui peuvent être institués fonctionnent comme gardiens de l'intérêt général. D'une manière plus précise, les réalisations actuelles dans ce domaine se fondent tantôt, sur la nécessité d'une défense des consommateurs (électricité et gaz), tantôt, sur le contrôle de l'emploi des ressources financières importantes que certaines entreprises tiennent de la collectivité, par l'intermédiaire d'institutions financières publiques avec la garantie des pouvoirs publics (sidérurgie).

Les organismes intéressés ont sans doute assumé avec beaucoup de succès les missions qui leur étaient imparties. A leur actif s'inscrit, dans une large mesure, la rationalisation des secteurs visés. Sur le plan du fonctionnement général de l'économie, leur existence constitue un élément de démocratisation.

Néanmoins, il faut accepter les limites liées à de telles mesures. Ainsi, la démocratie économique au sein des entreprises n'a en rien progressé ; la relation capital-travail y est restée inchangée. Par ailleurs, la multiplication de semblables expériences est limitée par la structure même des secteurs. Ce n'est que là où le caractère oligopolistique de la production est nettement apparent que de tels organismes sont concevables.

En aucun cas, il ne semble que l'on se trouve ici en présence d'un instrument déterminant qui permettrait de réaliser la démocratie économique.

Le problème se pose de manière différente en ce qui concerne l'action des holdings et le contrôle de leur influence.

Les tentatives faites pour associer ces groupements à la politique économique n'ont en rien affecté leur liberté d'action. L'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 impose aux plus importants parmi les holdings de désigner, avec l'accord de la Commission Bancaire, un reviseur.

Aux termes mêmes de l'exposé des motifs de la loi : « Il ne s'agit là, en aucune manière, d'un contrôle de la gestion portant sur l'opportunité et les conditions des décisions et opérations de la société. Celles-ci resteront l'apanage des seuls organes sociaux compétents ».

A notre sens, toutes les mesures de contrôle, même si elles étaient le fait des travailleurs, ne pourraient être que très peu efficaces parce qu'elles s'effectueraient dans la confusion des objectifs.

Il ne faut pas perdre de vue que la structure de la plupart des holdings ne répond à aucun critère de rationalité économique. Le holding est lui-même une structure de pouvoirs où des intérêts parfois contradictoires au niveau des entreprises sont conciliés par la recherche du profit maximum au niveau de la société à portefeuille (prix fictifs - clientèle obligée). Dès lors, la définition même des objectifs d'un contrôle des holdings est difficile à déterminer.

Tant pour la politique d'investissement que pour la politique d'emploi, le holding ne constitue pas une voie d'approche valable des problèmes. Les structures à travers lesquelles doit s'exercer en définitive le contrôle ouvrier seront basées sur des critères sectoriels et régionaux des activités.

Dans la mesure où les holdings constituent des structures qui se superposeront, à l'avenir, à une organisation sectorielle et régionale, ce n'est pas leur contrôle mais leur démantèlement qui doit être poursuivi. La création d'un holding public a été préconisée à différentes reprises.

L'idée de base est que, par l'intermédiaire de participations dans un certain nombre d'entreprises, le secteur public pourrait pallier l'absence d'initiatives du secteur privé, contribuer à une politique de l'emploi et mieux satisfaire aux exigences du développement régional.

L'exemple le plus remarquable qui justifie cette proposition est celui de l'I.R.I. en Italie.

En fait, le projet appelle plusieurs remarques.

En premier lieu, la création de l'I.R.I. en 1933 est le résultat de la crise de 1929. La vocation de l'I.R.I. était le sauvetage du système bancaire italien ébranlé par la crise, en raison de la confusion totale des activités des banques commerciales et des banques d'investissement. Les participations importantes réunies par l'I.R.I. devaient être transférées au secteur privé dès que les conditions le permettraient.

La permanence de l'action de l'I.R.I. a été assurée après 1945, grâce à une modification de ses objectifs qui en faisait dorénavant un instrument de reconstruction, de réorganisation, de reconversion et de modernisation de l'industrie italienne. Dans ce sens, l'I.R.I. est un facteur de

l'expansion économique italienne, mais non une contribution à la démocratisation de la vie économique.

Par ailleurs l'action de l'I.R.I. n'a été possible que parce que des raisons historiques ont permis la concentration, entre les mains d'une institution publique, de moyens financiers considérables, sans commune mesure avec les ressources dont il serait possible de pourvoir un holding public dans notre pays.

Ce problème de la dimension se présente d'ailleurs en des termes de plus en plus contraignants au fur et à mesure que la concentration des entreprises privées aboutit à la création de sociétés et de groupes à structure internationale et aux dimensions considérables, au moment où le progrès technique situe à des niveaux de plus en plus élevés les coûts des initiatives industrielles. Equilibrer l'influence des holdings privés par la création d'institutions similaires du secteur public devient dès lors une tâche de plus en plus difficile à réaliser.

§ 3. COGESTION

La cogestion est un système où les représentants des travailleurs et des actionnaires siègent ensemble aux organes de direction d'une entreprise, chacun avec voix délibérative.

Le rapport consacré par la F.G.T.B. au contrôle ouvrier (6) a examiné les principales propositions qui se réclament de la cogestion ; il s'agit en fait du système allemand de la proposition de création d'une société anonyme européenne et de la proposition formulée par le N.V.V. aux Pays-Bas.

Le rapport conclut qu'il faut préférer le contrôle ouvrier aux propositions précitées. Les deux systèmes prévoient, en effet, que les travailleurs partageront les responsabilités de la gestion, alors qu'il ne leur est pas laissé suffisamment de pouvoir pour imposer leur point de vue.

En Belgique, la C.S.C. se prononce en faveur d'un système de participation (7). Mais sur un total de quatorze membres siégeant au « Comité d'autorisation et de contrôle » — organe le plus important de l'entreprise —, les travailleurs n'auraient tout au plus que six représentants, de sorte que pour toutes les décisions essentielles ils risquent d'être mis en minorité.

Le système proposé par la C.S.C. doit donc être rejeté, pour les mêmes raisons que doivent être rejetés les systèmes allemand et néerlandais.

§ 4. CONTROLE OUVRIER

Le contrôle ouvrier constitue un objectif intermédiaire qui a été défini par la F.G.T.B. comme un processus qui consiste à « soutraire un nombre croissant de problèmes à l'arbitraire patronal pour les soumettre au contrôle ouvrier en attendant de pouvoir les faire passer dans la zone autonome d'action du syndicat, c'est-à-dire les soumettre aux

---

(6) « Projet de rapport sur le contrôle ouvrier », septembre 1969.

(7) « La C.S.C. responsable de l'avenir », Etudes économiques et sociales, XII, 1969 et « De Hervorming van de Onderneming », De Gids op maatschappelijk gebied, n°' 7/8, juli/augustus 1968.

seules décisions des travailleurs organisés, assumant ainsi la prise en main d'une part sans cesse plus importante de leur destin humain. »

Une des principales voies de réalisation du « contrôle ouvrier » est l'intervention du Conseil d'Entreprise dont les compétences doivent être élargies et qui doit disposer d'un volume d'informations très étendu.

Le contrôle ouvrier, tel qu'il est défini, est une conception de l'action qui doit éviter d'enfermer le syndicat dans la logique interne du système capitaliste, tout en lui permettant de prendre ses responsabilités quand il le juge opportun.

Conçu de telle manière, le contrôle ouvrier présente cependant des inconvénients. C'est une attitude fondamentalement pragmatique dont il est par conséquent difficile d'entrevoir les possibilités réelles.

Le danger existe, toujours, de voir un tel contrôle se confiner dans une contestation, sans doute vigoureuse, de la gestion capitaliste, sans pour autant contribuer à de nouveaux progrès de la démocratie économique. Par ailleurs, la sélection des responsabilités qu'implique le contrôle ouvrier peut elle-même être très difficile. Toute responsabilité, comme toute contestation, ne peut être adoptée ou formulée qu'en fonction d'une vision globale de la société imprégnée par l'idéal de la démocratie économique. De ce fait, le libre choix des responsabilités n'est-il pas davantage théorique qu'effectif ?

Le grignotage du pouvoir auquel aboutit le contrôle ouvrier laissera encore longtemps entre les mains du patronat les décisions cardinales, tout en multipliant les tensions et les difficultés d'une gestion économique progressivement écartelée entre, d'une part les organes de la démocratie économique et, d'autre part le capital.

CONCLUSIONS GENERALES

L'analyse précédente montre qu'aucune des formules avancées n'est en mesure de réaliser une véritable démocratie économique.

Ceci ne signifie pas qu'il faille a priori les rejeter. Il est probable que certaines propositions, comme le contrôle ouvrier, présentent plus d'avantages que d'inconvénients, de telle sorte qu'elles faciliteraient la réalisation ultérieure d'une démocratie économique.

Si l'on devait s'efforcer de réaliser l'une ou l'autre des formules précitées, il serait indispensable de souligner qu'en fin de compte la démocratie économique n'est possible que si l'on modifie les structures du régime économique, en d'autres mots qu'elle ne peut être instaurée qu'au travers de socialisations ou de nationalisations.

III.

SOCIALISATION OU NATIONALISATION

Remarques préliminaires :

— Il faut se garder de confondre les termes « socialisation » ou « nationalisation » avec le terme « étatisation ».

L'« étatisation » implique la gestion autoritaire de l'Etat. L'Etat a démontré qu'il était un piètre administrateur. De plus, dans les exploitations purement étatiques, la démocratie économique est quasi nulle.

La « socialisation » ou la « rationalisation » implique la participation à la gestion de la communauté nationale : condition sine qua non d'une démocratie économique. Il faut toutefois veiller à ce que, dans cette démocratie économique, l'efficacité indispensable soit, pour le moins, maintenue et à ce que le bien-être matériel de la population puisse être augmenté.

— La « socialisation » ou la « nationalisation » n'est réalisable qu'aux deux conditions suivantes :

A. le statut de l'entreprise doit être réformé ;

B. le contexte social doit être foncièrement modifié.

A. REFORME DU STATUT DE L'ENTREPRISE

§ 1. POURQUOI FAUT-IL NATIONALISER ?

1) Aussi longtemps que la bourgeoisie — c'est-à-dire principalement les grands actionnaires des entreprises et les cadres supérieurs au service de ces entreprises — exercera le pouvoir économique dans le pays, une société socialiste ne pourra voir le jour. Ceux qui, dans un Etat, possèdent le pouvoir économique ont du même coup la haute main sur les moyens d'information qui influent sur l'opinion publique (presse, radio, télévision) et, par là, également, dans une large mesure, sur les institutions politiques (8).

La nationalisation a pour but principal l'élimination de la bourgeoisie en tant que classe dominante sur le plan politique et sur le plan économique, ce qui aura pour conséquence que la culture bourgeoise (enseignements, arts, philosophie, pensée économique et sociale, morale, etc.) sera supplantée par une culture basée sur une échelle de valeurs socialiste.

2) Des calculs récents ont démontré qu'il subsiste encore une importante plus-value dans le système capitaliste (9). Les impôts et les cotisations d'assurance sociale plus élevés mis à la charge des entreprises ne peuvent écrémer la plus-value. En effet, la répercussion de nouveaux impôts et de nouvelles cotisations sociales atteindrait, dans une large mesure, les consommateurs, c'est-à-dire principalement les salariés, qui forment environ 80 % de la population active (10).

Sans nationalisation, il n'est pas possible d'éliminer la plus-value.

3) Le néo-capitalisme est caractérisé par d'énormes gaspillages (11). Seule une économie planifiée peut remédier à cet état de chose et une économie planifiée est inconcevable sans nationalisations. En effet, sans nationalisations :

1° les données statistiques seront toujours, pour le moins, insuffisantes et, pour une bonne part, fausses (intérêts des entreprises privées), de sorte que toute prévision sérieuse paraît impossible ;

---

(8) Cf. chapitre I.

(9) Frantzen, P. : « Répartition du revenu national et plus-value en Belgique », Revue de l'Institut de Sociologie, n° 1, 1969.

(10) Cf. e.a. Deleeck, H. : « Maatschappelijke Zekerheid en Inkomensverdeling in België », Standaard 1966 ; Goedhaert, C. : « Hoofdlijnen van de Leer der Openbare Financiën », Leiden 1958.

(11) Cf. chapitre I.

2° l'indépendance vis-à-vis de l'étranger (en particulier des E.U.) ne peut être sauvegardée (le fossé technologique se creusant de plus en plus) ;

3° il n'est pas possible de réaliser une planification internationale qui est cependant la condition sine qua non d'une croissance équilibrée.

4) Le néo-capitalisme n'est pas en mesure d'endiguer l'inflation (hausse des prix) persistante, parce que le Gouvernement n'a pas de ou n'a que prise insuffisante sur les causes qui provoquent les hausses. Seule une économie planifiée, basée sur des nationalisations, pourrait y remédier, dans une large mesure.

5) Les guerres (mondiales) des deux cents dernières années sont à imputer à des causes de caractère impérialiste, à savoir la possession de colonies dans le but d'obtenir des matières premières et des produits agricoles à bon marché et de trouver des débouchés. La plupart des états industriels, en fait dirigés par les représentants des monopoles et oligopoles nationaux, ont été en lutte et sont en lutte pour les buts précités. Les nationalisations élimineraient les monopoles et oligopoles privés et, par la même occasion, rendraient possible une coopération loyale et équitable entre les pays en voie de développement et les pays socialistes.

§ 2. QUE FAUT-IL NATIONALISER ?

1) *Le secteur financier*

1° les banques de dépôts :

Raisons spécifiques qui justifient leur nationalisation :

a) font à l'heure actuelle des bénéfices énormes au détriment de la communauté nationale (1953 : 910 millions de francs ; 1967 : 3.085 millions de francs (12) ;

b) créent de plus en plus de succursales inutiles (en 1953 : 1287 ; en 1968 : 2.576) ;

c) mènent une politique de crédit à leur propre profit et non au profit de la communauté nationale.

2° les holdings :

Raisons spécifiques qui justifient leur nationalisation :

a) dirigent de manière directe ou indirecte des centaines d'entreprises, lesquelles ont une valeur totale d'environ 400 milliards de francs ;

b) ont placé une bonne part de leurs moyens financiers à l'étranger (Canada, Amérique du Sud, etc.) et non dans des régions menacées par la décadence ou le chômage structurel ;

c) sont la cause principale de la politique néo-colonialiste menée au Congo.

3° les caisses d'épargne :

Raisons spécifiques qui justifient leur nationalisation :

a) font à l'heure actuelle des bénéfices énormes au détriment de la communauté ;

b) emploient à la fin de l'année 1968 17.352 intermédiaires (inutiles) ;

---

(12) Il s'agit des bénéfices officiellement déclarés ; les bénéfices réels sont beaucoup plus élevés.

c) mènent, dans une large mesure, une politique de placement à leur propre profit et non au profit de la communauté ;

d) sont souvent des émanations des holdings et des banques de dépôts et ont le plus souvent le statut de société anonyme, alors qu'à l'étranger les caisses d'épargne sont des associations sans but lucratif.

4° les compagnies d'assurances :

Raisons spécifiques qui justifient leur nationalisation :

a) font à l'heure actuelle des bénéfices énormes au détriment de la communauté (1953 : 709 millions de francs ; 1967 : 1.837 millions de francs) (13) ;

b) emploient des milliers (± 4.000) d'intermédiaires inutiles ;

c) mènent une politique de placement à leur propre profit et non au profit de la communauté ;

d) ont des liens étroits avec les banques de dépôts, les holdings et certaines grandes entreprises, lesquelles, à leur tour, dépendent des holdings ou de compagnies d'assurances ;

e) se livrent à la spéculation foncière et empêchent de cette manière toute politique d'urbanisation véritable au profit de la communauté.

5° Sociétés d'hypothèques et de capitalisation, sociétés de prêts personnels et de ventes à tempérament :

Raisons spécifiques qui justifient leur nationalisation :

a) n'ont pas de raison d'être, puisque toutes leurs activités sont déjà exercées par une ou plusieurs catégories des organismes financiers précités ainsi que par certains organismes publics (p. ex. C.G.E.R.) ;

b) font à l'heure actuelle des bénéfices énormes au détriment de la communauté ;

c) les sociétés d'hypothèques et de capitalisation, tout comme les compagnies d'assurances, s'adonnent à la spéculation foncière et empêchent ainsi toute véritable politique d'urbanisation au profit de la communauté ;

d) les sociétés de prêts personnels et de ventes à tempérament abusent parfois leur naïve clientèle.

CONCLUSION :

Si tous les organismes financiers étaient nationalisés :

— une politique de crédit efficace, suivant un plan sérieux (14), pourrait être menée ;

— les frais pourraient être, dans une large mesure, compressés, de sorte que :

— les taux d'intérêts créditeurs pourraient être majorés ;

— les taux d'intérêts débiteurs pourraient être abaissés ;

— le personnel de ces organismes pourrait être mieux rétribué (15) ;

— on pourrait procéder, graduellement, à la nationalisation des

---

(13) Chiffres officiels, lesquels, en fait, sont nettement en-dessous de la réalité.

(14) Les données statistiques concernant les entreprises seraient en grande partie contrôlables.

(15) Ces objectifs ont déjà été réalisés, pour une bonne part, par une institution semi-nationalisée, la C.G.E.R.

« entreprises-clés », de préférence par la prise de participations plutôt que par l'octroi de crédits (16).

2) *les « entreprises-clés » :*

Par « entreprises-clés », il faut entendre les monopoles et les oligopoles qui existent dans les principaux secteurs de l'économie nationale (électricité, énergie nucléaire, gaz, sidérurgie, métaux non-ferreux, industrie mécanique, chimie, ciment, verre, alimentation, etc.).

Raisons spécifiques qui justifient leur nationalisation :

a) défaut d'efficacité (p. ex. dispersion illogique des centrales de production et de distribution de l'électricité, manque de rationalisation dans la sidérurgie, entreprises de trop faible capacité dans l'industrie mécanique, etc.) (17) ;

b) insuffisance de la recherche scientifique dans la plupart des secteurs ;

c) emprise croissante des entreprises étrangères sur les entreprises belges ;

d) prix trop élevés pour le consommateur.

§ 3. QU'ADVIENT-IL DES AUTRES ENTREPRISES, NON NATIONALISEES ?

A côté des entreprises nationalisées subsisterait un large secteur d'entreprises non nationalisées. Celles-ci devraient être soumises à une réglementation, en vue de favoriser la coopération, de comprimer les frais et de limiter les prix.

Les entreprises non nationalisées continueraient à jouer un rôle important, e.a. :

1) en tant qu'organes de coopération avec le secteur nationalisé (p. ex. lors de la production d'accessoires) ;

2) en tant qu'entreprises complémentaires (ex. de la S.N.C.B. et de la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux qui font déjà appel à des sociétés d'autobus) ;

3) en tant que client ou vendeur des produits des entreprises nationalisées ;

4) en tant que membre d'une société mixte (p. ex. les autorités nationales ou régionales + un groupement privé constituent une société mixte lors de l'exécution de certains travaux).

§ 4. COMMENT FAUT-IL NATIONALISER ?

Sauf dans des cas exceptionnels, le statut des entreprises nationalisées devrait reposer sur les principes suivants (18) :

1) élimination des actionnaires : les actionnaires apportent moins

---

(16) La S.N.C.I. et la C.G.E.R. ont octroyé des crédits à la sidérurgie qui s'élevaient à environ 70 % de la dette totale de celle-ci. Certaines entreprises, dont le capital social ne dépasse pas les quelques millions de francs, ont fait appel au crédit, sur le marché des capitaux belges, pour plusieurs milliards de francs.

(17) Voir chapitre I.

(18) Le statut de beaucoup d'entreprises publiques existantes pourrait être fondé sur les mêmes principes.

de 7 % des capitaux engagés, contre les 65 % assurés par l'autofinancement et les 28 % par les emprunts (19).

Le dernier pourcentage cité augmente constamment, ainsi qu'il ressort de la note ci-dessous (20) ;

2) désignation des membres du Conseil d'Administration par le pouvoir exécutif sur les bases suivantes :

1° 1/3 représentant le personnel de l'entreprise : le gouvernement validerait simplement les résultats des élections de l'entreprise. Seules les organisations syndicales reconnues nationalement pourraient présenter des candidats (élections semblables à celles tenues pour les conseils d'entreprise actuels) ;

2° 1/3 représentant les « consommateurs » de l'entreprise : ici aussi, le gouvernement ne pourrait désigner que les candidats proposés. Les « consommateurs » pourraient être des personnes de nature juridique diverse. S'il s'agit, par exemple, d'une entreprise d'électricité, il pourrait y avoir tant des représentants des entreprises (nationalisées) consommatrices d'électricité que des représentants des ménages.

Les représentants des ménages pourraient être présentés par les syndicats les plus représentatifs ou, dans certains secteurs, par les organisations de défense de consommateurs les plus représentatives.

3° 1/3 représentant le Bureau Central du Plan, les organismes financiers publics et les organisations publiques régionales (p. ex. les Sociétés régionales de développement).

Pour des raisons d'efficacité, le Conseil d'Administration devrait disposer d'un maximum d'autonomie sur le plan administratif et financier.

Sur le plan administratif : e.a. pour l'embauche et le licenciement du personnel.

Sur le plan financier : e.a. en matière de gestion de l'entreprise.

Quant à la répartition des bénéfices, elle se ferait conformément à certaines règles souples imposées par le Bureau Central du Plan. Il va de soi qu'elle se ferait en tenant compte de la rétribution des producteurs, des besoins d'investissement de l'entreprise et des investissements prévus au plan économique national ou régional ;

3) nomination et révocation de la Direction (directeur général + directeurs) par le pouvoir exécutif, mais sur proposition du Conseil d'Administration. La Direction assisterait aux séances du Conseil d'Administration, mais n'aurait pas le droit de vote. Elle serait responsable vis-à-vis du Conseil. Le Conseil aurait le droit d'exiger la révocation de certains

---

(19) L'argument : la nationalisation entraînerait des charges trop lourdes pour la société, ne tient donc pas. Tant que le capital privé conservera sa position de force, l'on ne doit pas songer à une démocratisation des entreprises.

(20) Financement des entreprises industrielles et commerciales en Belgique (en % du total des nouveaux capitaux)

		1955	1960	1965
1. Autofinancement :	amortissements	50,3	51,1	47,2
	gains réservés	31,2	23,2	17,4
	total	81,5	74,3	64,6
2. Emissions d'actions		6,9	8,6	6,9
3. Emprunts		11,6	17,0	28,5

membres de la Direction. Si le gouvernement refuse d'y faire droit, une instance supérieure, p. ex. une sorte de « Conseil des conflits économiques » (composé de magistrats indépendants), pourrait statuer. Une telle formule pourrait réaliser un équilibre approprié entre, d'une part, le pouvoir, au sein de l'entreprise, de la direction qui doit disposer de certaines possibilités d'initiative et, d'autre part, le droit des consommateurs et des travailleurs à défendre leurs intérêts respectifs.

Enfin, il y a lieu de veiller à ce que le nombre d'administrateurs (non compris les membres de la direction) ne dépasse pas 9 à 12 unités.

* * *

En ce qui concerne le *sol*, la situation est évidemment assez particulière. La formule de nationalisation préconisée ci-dessus ne convient pas pour des terrains à bâtir.

Plusieurs solutions seraient possibles, allant de la nationalisation pure et simple du sol belge, à certaines solutions moins draconiennes, p. ex. :

— La Société Nationale du Logement (S.N.L.), la Société nationale de la petite propriété terrienne (S.N.P.P.T.) et autres organismes à caractère public pourraient obtenir le droit de préemption en cas de revente des logements construits ou financés par elles. Lesdites sociétés paieraient le prix de la construction + un certain coefficient (celui-ci serait fonction de l'évolution du coût de la vie, des améliorations éventuelles apportées à l'immeuble, de la dépréciation du logement) ;

— Les villes et les communes de plus de 10.000 habitants (ou certaines sociétés à caractère public, telles qu'intercommunales, S.N.L. S.N.P.P.T.) pourraient exercer un droit de préemption sur tous les terrains situés dans un rayon déterminé par rapport auxdites villes et communes. Les terrains acquis de cette façon ne pourraient être revendus que par un bail emphytéotique (21), éventuellement renouvelable pour une période à déterminer.

— Quant aux espaces verts, ils pourraient être expropriés moyennant une indemnisation modeste.

Afin de permettre aux villes, aux communes (de plus de 10.000 habitants), aux intercommunales, à la S.N.L. et à la S.N.P.P.T. d'acquérir les terrains requis par une politique de construction de logements et par une politique d'industrialisation, un Fonds spécial pourrait être créé auprès d'un organisme financier à caractère public.

Ce Fonds serait alimenté par des prêts à long terme. Les investisseurs institutionnels (caisses d'épargne, compagnies d'assurances, etc.) seraient contraints de placer une partie de leurs moyens dans ce Fonds.

Les entreprises intervenant dans la construction de logements et de bâtiments industriels pourraient être invitées à effectuer tous leurs paiements à l'intervention dudit Fonds. Ce faisant, des dépôts importants contribueraient à l'alimentation du Fonds.

Le Fonds pourrait également avancer les moyens financiers nécessaires à l'acquisition d'espaces verts et de terrains industriels.

---

(21) Par exemple, de 40 à 50 ans, s'il s'agit de logements ; de 15 à 20 ans s'il s'agit de bâtiments industriels.

Il est donc indispensable qu'existe une coordination étroite entre le Fonds d'une part et les départements ministériels compétents (Travaux publics, Affaires économiques, Finances) d'autre part.

B. REFORME DU CONTEXTE SOCIAL

La démocratie économique n'est pas possible sans une refonte fondamentale du contexte de la société dans laquelle fonctionnent les entreprises. Plusieurs questions se posent dans cet ordre d'idées, p. ex. :

§ 1. QUI DOIT DONNER DES DIRECTIVES GENERALES AUX ENTREPRISES ?

L'« Assemblée Nationale » (Chambre des Représentants) (22) et les « Assemblées Régionales » élues, la première par toute la population du pays, la seconde par la population des régions décident de l'exécution des plans proposés par le « Bureau Central du Plan » et par les « Bureaux Régionaux du Plan ».

Le « Bureau Central du Plan » et les « Bureaux Régionaux du Plan », ainsi que les ministères (et leurs services décentralisés) et les autres organismes économiques à créer (23) ne seraient que des organes d'exécution des Assemblées précitées.

Lors de l'élaboration des plans et de l'exécution de ceux-ci, les intéressés (c'est-à-dire les syndicats, les représentants des consommateurs, les entreprises nationalisées, les représentants des « Assemblées Régionales ») devraient y être directement associés. (24)

§ 2. COMMENT DOIVENT SE REALISER CES LIGNES DIRECTRICES ?

Il faut qu'apparaissent un mouvement horizontal et un mouvement vertical.

Vertical : des plans doivent être présentés aux travailleurs des entreprises nationalisées ; ceux-ci les discutent, les critiquent et proposent, le cas échéant, des améliorations ; le Conseil d'Administration de l'entreprise décide dans quelle mesure l'on peut tenir compte des propositions faites.

Horizontal : l'« Assemblée Nationale » doit recueillir l'avis des « Assemblées Régionales » concernant les problèmes qui intéressent les régions. Vice versa, chaque « Assemblée Régionale » peut formuler des propositions à caractère « national » ou « régional ».

La compétence de chaque « Assemblée Régionale » implique le droit de prendre certaines initiatives économiques (p. ex. la création d'une nouvelle entreprise).

Afin que la participation verticale puisse se réaliser, deux conditions sont indispensables :

1° les travailleurs des entreprises doivent avoir le droit à l'information, c'est-à-dire que le Conseil d'Administration a l'obligation d'infor-

(22) Le Sénat devrait être supprimé.

(23) Basées en tout cas sur la réalité économique.

(24) Voir à ce sujet l'excellente étude de J. Brière : « Les nationalisations et la gestion démocratique comme base de la démocratie réelle, sur la voie du socialisme », in Economie et politique, sept.-oct. 1969.

mer, régulièrement et de manière complète, le personnel à propos de la marche des affaires et des problèmes qui se posent ;

2° les syndicats doivent avoir le droit de réunir les travailleurs pendant le travail et sur les lieux de travail afin de discuter avec eux les problèmes touchant l'entreprise.

CONSIDERATIONS FINALES

Il peut paraître téméraire d'exiger des réformes de structure. En fait, c'est cependant la seule manière de réaliser la démocratie économique.

S'il s'avère impossible de réaliser *dans l'immédiat* cette revendication radicale, deux solutions peuvent être envisagées :

— le « contrôle ouvrier » préconisé dans le rapport cité de la F.G.T.B. (25) ;

— l'adaptation du système de participation proposé par la C.S.C., de telle manière que les travailleurs ne deviennent pas les prisonniers de l'entreprise et par là du régime. Dans un système de cogestion, il faut que les travailleurs aient au Conseil d'Administration (« Comité d'Autorisation et de Contrôle ») une représentation au moins égale à celle des capitalistes, de façon qu'ils ne puissent pas être mis en minorité comme ce serait le cas si la formule de la C.S.C. devait se réaliser.

Entre-temps, il faut, *de toute façon,* préparer les travailleurs à revendiquer des réformes de structure radicales, p. ex. dans le sens développé ci-dessus. Par la formation des cadres, l'information par la presse, la radio et la télévision, toutes sortes de manifestations d'envergure, et au besoin même par des grèves, il faut démontrer que les travailleurs s'efforcent vraiment de conquérir la démocratie économique.

(25) Voir plus haut.

Cette revue est imprimée
par la

SOCIETE POPULAIRE D'EDITIONS
RUE DE LA CASERNE, 33-35
1000 BRUXELLES - Tél. 12.87.00

IMPRESSIONS
EDITIONS
PUBLICITE

PIERRE JOYE

Trois manifestes néosocialistes

Le capitalisme a-t-il changé de nature ? La lutte de classe est-elle dépassée? La FGTB et le parti socialiste doivent-ils dès lors modifier les perspectives qu'ils se fixaient jusqu'ici ?

Telles sont les questions que posent – en y répondant par l'affirmative – trois essais récents qui se complètent dans une large mesure et aboutissent à des conclusions concordantes : les « documents de réflexion » qu'Henri Janne et Guy Spitaels ont rédigés en vue du Congrès extraordinaire de la FGTB de décembre et le pocket book qu'Henri Simonet vient de consacrer à « La gauche et la société industrielle ».

LES MUTATIONS DE LA SOCIETE MODERNE

Consacré aux « **mutations de la société moderne** », le rapport d'Henri Janne souligne d'abord la rapidité et l'intensité des transformations qui s'opèrent sous nos yeux. « La probabilité du changement est reconnue comme un facteur normal de la vie, écrit-il. On a pris l'habitude de vivre avec le changement ».

Pour le montrer, Henri Janne indique, avec force références et recours à des tableaux statistiques, toute une série de changements évidents : progrès scientifiques et techniques sans cesse renouvelés, croissance économique rapide s'accompagnant de l'augmentation et de la diversification de la consommation privée, accroissement constant du nombre de voitures automobiles et d'appareils de télévision, expansion des supermarchés, généralisation du mode de vie urbain, importance toujours plus grande des moyens de communication de masses, etc.

Tout cela est exact mais de telles descriptions sont devenues plutôt banales de nos jours. Et il en va de même des pages suivantes qui détaillent les modifications survenues dans la structure de la population active : importance croissante du secteur « tertiaire », accroissement du nombre d'employés et d'agents des services publics, transformations qui s'opèrent au sein des salariés où la distinction s'estompe entre « cols bleus » et « cols blancs », explosion scolaire et nécessité croissante d'une éducation permanente, etc. Tout cela est aussi archiconnu de sorte qu'après avoir été gratifiés de quelques indications sur la configuration de la société de l'an 2000 établies sur la base des estimations toujours un peu fantaisistes de la « prospective », c'est seulement après quarante pages que ce rapport, qui en compte une centaine, aborde le vif du sujet et que son auteur nous expose comment il voit la société actuelle en nous présentant ce qu'il appelle la « théorie du néocapitalisme ».

UN NOUVEAU CAPITALISME ?

D'après Henri Janne, il y aurait deux types tout à fait différents de

capitalisme : « le capitalisme classique d'avant 1914 (ère paléotechnique) et le néocapitalisme de consommation du 20e siècle (ère néotechnique) (p. 41).

« Pour certains hommes de gauche et pour toute une catégorie d'historiens, écrit Henri Janne, l'évolution est continue depuis la mutation que constitue la révolution industrielle jusqu'à nos jours. Dans cette perspective, la description et la critique de la société du 19e siècle par Karl Marx resteraient toujours valables dans leurs principes et dans leur essence; seuls auraient changé des éléments — peut-être spectaculaires et par là trompeurs — mais contingents. La lutte des classes du 19e siècle se poursuivrait aujourd'hui dans un contexte qui a certes évolué, mais qui oppose toujours la bourgeoisie et le prolétariat, les deux termes restant fondamentalement les types sociaux qu'ils étaient. La technique sans doute a accru les moyens d'action de l'homme mais n'aurait pas déterminé de changementes structurels. La lutte socialiste a bien évidemment amélioré la condition ouvrière mais n'aurait pas réussi à changer les rapports de production. Selon ces vues, la « société de consommation » n'est qu'une phase de développement d'un système bien défini : le capitalisme. C'est précisément cette attitude générale qu'il y a lieu de vérifier » (pp. 41-42).

Nombre de formulations de ce texte mériteraient d'être examinées de plus près. Marx ne s'est pas fixé pour but de « décrire » la société du 19e siècle mais d'analyser les mécanismes du capitalisme; personne ne conteste que les progrès techniques ont profondément modifié les structures du capitalisme, etc., etc.

Attachons-nous toutefois à l'essentiel : à savoir que, d'après Henri Janne, « le capitalisme classique et le néocapitalisme de consommation sont deux régimes très différents » où « les rapports de production au sens marxiste ont changé » (p. 47).

LES RAPPORTS DE PRODUCTION ONT-ILS CHANGE ?

Comment Henri Janne justifie-t-il cette affirmation ?

Les travailleurs, nous dit-il, ont conquis le droit de grève et le suffrage universel, la possibilité de négocier leurs conditions de travail (commissions paritaires, conventions collectives, etc.), le droit à l'instruction, un système de sécurité sociale qui protège leur santé et leur assure des allocations de chômage, etc. Ils disposent d'organisations syndicales puissantes.

Tout cela est exact : les luttes ouvrières ont permis aux travailleurs de conquérir une série de droits appréciables et d'améliorer sensiblement leurs conditions d'existence. En se basant sur ces changements incontestables pour affirmer, comme il le fait, que « Marx lui-même devrait reconnaître qu'il s'agit de « rapports de production » de nature différente » (p. 48), Henri Janne montre toutefois qu'il a lu Marx de façon bien superficielle et qu'il n'a pas saisi ce que celui-ci entend par **rapports de production,** qu'il n'a pas compris que le critère qui permet de distinguer une formation sociale d'une autre, c'est de savoir **quelle classe** y dispose des moyens de production.

Dans la société esclavagiste, par exemple, la propriété du maître, non seulement sur les instruments de production mais aussi sur les producteurs, les esclaves, fournit la base des rapports de production. Dans la société féodale, c'est la propriété du seigneur sur la terre et la dépendance personnelle des paysans à son égard. Dans la société capitaliste, c'est la propriété privée des moyens de production, la propriété capitaliste utilisée aux fins d'exploitation du travail salarié.

Le capitalisme contemporain se distingue certes sous bien des aspects de celui du 19e siècle, mais la base des rapports de production est la même et les lois fondamentales du capitalisme restent par conséquent en vigueur.

L'ouvrier hautement qualifié qui travaille dans les usines de la société Cockerill diffère beaucoup du prolétaire misérable qui peinait pendant douze heures pour un salaire de famine dans la petite usine que John Cockerill fonda en 1817 dans l'ancien château de Seraing. Et John Cockerill lui-même

ferait figure de gagne-petit par rapport à MM. Renders et Nokin et au comte de Launoit qui président aujourd'hui aux destinées de la principale entreprise sidérurgique du pays. Les premiers ont toutefois ceci de commun qu'ils sont contraints de vendre leur force de travail — physique et intellectuelle — aux seconds qui disposent — pour leur compte ou pour celui des actionnaires de la Société Générale — des instruments de production, ce qui leur permet d'exploiter les premiers.

L'ORIGINE DE L'EXPLOITATION

Mais cela, justement, Henri Janne le conteste.

D'après lui, le néocapitalisme différerait complètement à cet égard du capitalisme classique. « Ce dernier vise à exploiter la masse **par** et **dans** la production, ecrit-il. C'est au niveau de l'ouvrier comme instrument passif de production et au moment du « salaire » que l'exploitation a lieu. Il s'agit de limiter jusqu'à l'extrême minimum possible le coût, le prix de revient, des biens ou des services produits » (p. 50).

Très impressionné par les techniques de vente modernes (la publicité, les ventes à crédit, le marketing), Henri Janne estime qu'avec le néocapitalisme il en va autrement. « Le système social a radicalement changé, explique-t-il. Sans doute il reste fondé sur l'exploitation et vise au profit. Mais voyons les choses de plus près. Le néocapitalisme vise à exploiter la masse **par** et **dans** la consommation. C'est donc au niveau du consommateur comme instrument passif de consommation et au moment de l'« achat » que l'exploitation a lieu » (pp. 51-52).

Henri Janne base cette affirmation étonnante sur la constatation que « le système néocapitaliste renverse le rapport classique production-consommation : selon les économistes libéraux, c'est la consommation (la « demande ») qui modèle la production par le sort que le choix rationnel des consommateurs fait à l'offre. A présent, c'est le contraire : la production s'impose à la consommation » (p. 53bis).

Pour donner plus de poids à son argument, Henri Janne n'hésite pas à invoquer le témoignage de Marx sur ce point ! « Il y a lieu de noter, déclare-t-il, que Karl Marx, dès 1847, avait perçu l'inversion en cause quand il s'agissait de la « grande industrie ». Il écrit dans la **Misère de la philosophie :** « Qu'est-ce qui maintenait la production dans des proportions justes ou à peu près ? C'était la demande qui commandait l'offre, la précédait. La production suivait pas à pas la consommation. La **grande industrie,** forcée par les instruments mêmes dont elle dispose à produire sur une échelle toujours plus large, ne peut plus attendre la demande. La production précède la consommation, l'offre la demande ».

« Malheureusement, poursuit Henri Janne, Marx n'a pas poussé son étonnante pénétration jusqu'au bout des conséquences qui allaient devenir évidentes aujourd'hui... » (p. 53ter).

Ce qui me paraît surtout malheureux, c'est qu'Henri Janne n'ait pas poussé plus loin sa lecture de Marx, car cela lui aurait permis d'acquérir des vues plus pénétrantes sur la nature de l'exploitation capitaliste — à l'époque de Marx comme de nos jours — et sur la portée des mutations qui s'opèrent dans la société contemporaine.

Ne fût-ce que pour montrer que le marxisme constitue toujours une méthode d'analyse féconde, permettant à la fois une description plus précise et une analyse beaucoup plus complète des transformations survenues dans le capitalisme — avant Marx et depuis Marx — il peut dès lors être utile de rappeler comment nous voyons les problèmes abordés par Henri Janne.

DES CHANGEMENTS DE PLUS EN PLUS RAPIDES

Les mutations rapides qui caractérisent notre époque n'infirment évidemment pas l'idée que nous nous faisions de l'évolution sociale. Le capitalisme, nous le savons, a ouvert une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité en

provoquant dans tous les domaines des changements dont la rapidité et l'intensité ne cessent de croître.

Mais cela, Marx et Engels l'avaient précisément souligné dans le **Manifeste communiste : « La bourgeoisie n'existe qu'à la condition de révolutionner sans cesse les instruments de travail, ce qui veut dire tous les rapports sociaux. Le maintien de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continuel des modes de production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles, distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes ».**

Impressionné par les conséquences de ces bouleversements de plus en plus rapides, Henri Janne estime qu'ils « sont dus en fait, non aux mérites du système néocapitaliste, mais à la créativité de la science et à la pression du socialisme... » (p. 41).

Si Janne pense aux luttes ouvrières quand il parle de la « pression du socialisme », il n'est pas douteux que celles-ci favorisent les progrès techniques. Nous l'avons souvent souligné : ces luttes incitent les industriels à perfectionner plus rapidement leur outillage afin de préserver leurs marges bénéficiaires quand ils se voient obligés d'accorder des satisfactions salariales. De son côté, la compétition entre les deux systèmes, entre les Etats socialistes et capitalistes, a stimulé les efforts de recherche effectués dans les domaines les plus avancés de la science et de la technique au cours des dernières décennies.

Il n'en reste pas moins que ce sont en tout premier lieu les mécanismes mêmes du capitalisme — et non une « créativité » abstraite de la science — qui ont entraîné les progrès prodigieux auxquels nous assistons car ils ont fourni les conditions nécessaires à cet essor de la science. Ce sont ces mécanismes — Marx l'a montré — qui obligent les capitalistes à perfectionner sans cesse leurs instruments de production sous peine d'être évincés par leurs concurrents. Il s'agit là pour eux d'une loi impérative à laquelle ils ne peuvent se soustraire sous peine d'être acculés à la ruine.

C'est pour cela que le régime capitaliste a vu la science et les techniques se développer à un rythme qui s'est accéléré au cours des dernières décennies pour aboutir à une extraordinaire explosion du savoir, à une **révolution scientifique et technique** dont les effets commencent seulement à se faire sentir dans un nombre limité de domaines mais qui est appelée à modifier profondément la place que l'homme occupe dans la production, à le libérer de plus en plus du travail manuel au fur et à mesure que se développe l'automation.

Les mutations de la société moderne n'infirment donc pas les conceptions de Marx. A ceux qui, comme Henri Janne, seraient tentés d'en douter, il peut être bon de signaler que, bien avant que ne se manifestent fût-ce les premiers symptômes de ces mutations, Marx avait pressenti les transformations qu'entraînerait le développement du capitalisme — en analysant ses mécanismes.

Dans des textes dont toute la signification commence seulement à être perçue, les **Grundrisse** (les « Fondements de la Critique de l'économie politique ») qu'il rédigea en 1857-58 quand il préparait **Le Capital,** Marx avait dégagé l'essentiel des conséquences sociales du développement du machinisme poussé jusqu'à sa forme la plus achevée, l'automation, en montrant comment la science et ses applications pénétreraient de plus en plus au cœur même de la production et deviendraient une force matérielle déterminante dans la vie de la société, une **force productive directe,** le facteur décisif de son développement.

LA GENESE DU NEOCAPITALISME

C'est dans ce cadre qu'il faut situer l'évolution qui a finalement abouti au néocapitalisme dont Henri Janne décrit certains aspects sans se soucier

beaucoup d'en expliquer la genèse. C'est en fonction des transformations constantes qui se sont opérées dans les forces productives que les structures du capitalisme se sont modifiées en parcourant plusieurs phases avant d'atteindre leur stade de développement actuel.

Dès la fin du 18e siècle, le capitalisme primitif, le **capitalisme manufacturier** fondé sur la division du travail tout en conservant une technique artisanale, céda progressivement la place au **capitalisme classique,** au capitalisme de fabrique caractérisé par l'introduction du machinisme et la pleine concurrence entre les propriétaires des moyens de production.

Cette concurrence entraîna l'élimination des plus faibles, la centralisation des capitaux, la concentration de la production dans des usines déjà plus grandes capables d'appliquer les transformations survenues dans les techniques industrielles et aboutit, à la veille de la première guerre mondiale, à la domination de groupes capitalistes de plus en plus puissants, cartels, trusts et holdings, au **capitalisme des monopoles** dont Lénine analysa les caractéristiques dans sa célèbre brochure de 1916 sur **L'impérialisme.**

Par la suite, ce capitalisme des monopoles s'est à son tour transformé en **capitalisme monopoliste d'Etat,** en ce que l'on appelle souvent, pour utiliser un vocable plus commode, le **néocapitalisme,** nouvelle phase de développement caractérisée par l'intervention systématique et permanente de l'Etat dans la vie économique, par une interpénétration croissante des pouvoirs publics et des pouvoirs privés, par la tendance à réunir la puissance des monopoles et celle de l'Etat en un **mécanisme unique** afin d'assurer le fonctionnement du système, de faire prévaloir les intérêts privés et de garantir le maintien du caractère capitaliste des rapports de production.

Ces interventions de l'Etat se sont surtout développées à partir de la grande crise des années '30, quand il apparut que les mécanismes autorégulateurs du capitalisme ne suffisaient plus pour rétablir la bonne marche des affaires, et elles ont pris une ampleur croissante par la suite. Nous pouvons le constater en Belgique où ces interventions fournissent à présent aux milieux capitalistes un appui dont ils ne pourraient plus se passer : non seulement l'Etat apparaît aujourd'hui comme un des plus gros clients de l'industrie – le client le plus important dans certaines branches – mais la majeure partie des nouvelles créations industrielles sont financées par des crédits assortis de subventions et de primes diverses fournis par des organismes publics.

Ces transformations s'accompagnent de modifications profondes dans les mécanismes du pouvoir. Si celui-ci reste démocratique en principe, si la souveraineté populaire continue à être affirmée, elle devient de plus en plus fictive. On assiste à un transfert progressif des centres de décision du parlement au gouvernement. Et les décisions du gouvernement lui-même échappent de plus en plus à tout contrôle réel, même de la part des ministres, car elles sont de plus en plus le résultat de tractations menées dans les bureaux ministériels entre hauts fonctionnaires et représentants de « groupes de pression », c'est-à-dire, pour l'essentiel, de technocrates et de représentants des groupes industriels et financiers concernés par ces décisions.

Ces caractéristiques du capitalisme contemporain, du capitalisme monopoliste d'Etat, Henri Janne ne les aperçoit pas. Pour lui, « l'Etat du régime parlementaire joue un rôle d'arbitre » (p. 48). C'est un point sur lequel il insiste. A le croire, nous vivons dans un « système de pouvoir pluricentriste » dans lequel « l'Etat doit jouer le rôle d'arbitre des plus larges concertations possibles afin d'être l'agent d'une expansion harmonieuse de la consommation » (p. 54).

A cet égard, la situation actuelle serait sensiblement plus démocratique qu'au siècle dernier. « Il ne s'agit plus de dirigeants peu nombreux d'une classe dominante se partageant plus ou moins tacitement le pouvoir politique et économique, le système des pouvoirs se caractérise par un pluricentrisme : pôles économiques, pôles syndicaux, directions de partis et institutions politiques proprement dites. Le pluricentrisme néocapitaliste est réel » (v. 54).

S'il reconnait que « la maîtrise que le nombre eût dû assurer aux masses par le suffrage universel est battue en brèche par cette mystification qui donne à des minorités une influence dépassant leur importance numérique », Henri Janne n'en estime pas moins que « le pouvoir est de nature composite » parce que « les organisations de masse résistent en partie à cette intégration » ! Si bien qu'en fin de compte, on se trouverait en présence d'« un système fonctionnant de lui-même selon une autorégulation qui semble échapper à ceux-là mêmes qui y participent » ! (p. 55).

LA SOCIETE DE CONSOMMATION

Si les analyses du néocapitalisme que nous propose Henri Janne sont pour le moins très faibles, tout ce qui se trouve dans son « document de réflexion » n'est pourtant pas faux. L'accroissement de la consommation privée dans les pays développés est incontestable et à cet égard, les faits cités par Henri Janne sont exacts. Les techniques modernes réclament des débouchés toujours plus vastes et il est vrai que le capitalisme contemporain peut seulement fonctionner si la consommation s'élargit sans cesse. Henri Janne a donc raison d'affirmer que, pour le néocapitalisme, « il s'agit de créer le pouvoir de consommation le plus large possible » (p. 52). Mais il a tort d'en déduire que l'exploitation ne se fait plus au niveau de l'ouvrier — par et dans la production — mais au niveau du consommateur, quand celui-ci achète le produit.

Le développement impétueux du secteur « tertiaire », des services et de la distribution s'accompagne certes d'une prolifération d'activités parasitaires et des écarts impressionnants se constatent souvent entre les prix facturés à l'usine et ceux réclamés au consommateur. Les mécanismes fondamentaux de l'exploitation capitaliste ne s'en trouvent pas modifiés. En l'occurrence, il s'agit d'un partage différent de la plus-value entre les diverses couches de capitalistes.

En voulant « dépasser le marxisme », Henri Janne recule en réalité ici d'un bon siècle en arrière, il retourne au point où l'on était arrivé avant que Marx ne découvre ce que personne n'avait pu expliquer avant lui : l'origine des profits capitalistes, l'origine de la **plus-value**, du « produit supplémentaire » créé par l'ouvrier au cours de la production. Et cela pour revenir à une explication qui n'explique rien du tout : si l'exploitation se faisait « au niveau du consommateur », c'est-à-dire par une majoration arbitraire de tous les prix, il n'en résulterait aucune plus-value étant donné qu'à l'échelle de la société, les pertes et les profits réciproques des acheteurs et des vendeurs s'équilibreraient.

S'il était vrai qu'avec le néocapitalisme, l'exploitation ne se manifeste plus au niveau de l'ouvrier, par et dans la production, la lutte pour les salaires, la lutte revendicative à l'entreprise perdrait du reste sa raison d'être. Gageons qu'il ne se trouvera pas un seul syndicaliste pour partager cette opinion.

UN CHANGEMENT IMPORTANT

Tout cela n'explique pourtant pas pourquoi nous assistons à une amélioration évidente du niveau de vie de la masse de la population dans tous les pays développés.

Sans doute cette amélioration est-elle due, en tout premier lieu, aux luttes menées par les travailleurs, à la puissance accrue du mouvement ouvrier. Il serait absurde de s'imaginer — comme le texte d'Henri Janne pourrait le laisser croire — que les capitalistes poussent de leur plein gré à la hausse des salaires. Ils ne font jamais de cadeaux. Les travailleurs, qui doivent lutter durement pour faire accepter leurs revendications, le savent d'expérience.

Si ce facteur reste décisif, il n'explique pourtant pas tout. Le fait que les luttes ouvrières permettent d'atteindre des résultats sensiblement supé-

rieurs à ceux qu'il était possible d'obtenir au 19e siècle et même entre les deux guerres, porte à croire que d'autres facteurs interviennent également, notamment que le capitalisme dispose aujourd'hui dans ce domaine d'une plus grande marge de manœuvre.

Le problème posé est donc un problème réel. Mais il se fait que c'est précisément en partant des analyses de Marx qu'il est possible de comprendre cette caractéristique de la « société de consommation », d'une société qui diffère effectivement beaucoup de celle du siècle dernier et même de celle du début de notre siècle.

Il est un peu gênant de devoir rappeler des notions élémentaires. Le rapport élaboré par Henri Janne montre que c'est pourtant nécessaire. Je rappelerai donc que la grande découverte de Marx, la « pierre angulaire » de toute son analyse des mécanismes du capitalisme, comme disait Engels, est son explication de la **plus-value,** du « produit supplémentaire » que crée l'ouvrier — explication que personne n'avait fournie avant lui.

Marx montre que la **force de travail** que l'ouvrier vend au capitaliste pour un prix déterminé (le salaire), produit **plus de valeur** qu'elle n'en coûte. La **plus-value** est la différence : c'est la valeur créée par l'ouvrier **en plus** de la valeur de sa force de travail. C'est ce travail « non payé », ce « surtravail », qui est la source du profit capitaliste.

Marx montre également — et ceci aussi est très important — que l'accroissement de la plus-value peut se faire de deux façons différentes :

- en **prolongeant** la **durée totale** du travail, ce qui entraîne une augmentation de la durée du travail « non payé » par rapport au travail nécessaire (c'est la plus-value **absolue);**
- ou en **réduisant** le temps de travail **nécessaire** par l'élévation de la productivité du travail. Dans ce cas, la durée totale du travail restant la même, la grandeur **relative** des deux parties dont se compose cette journée se modifie; celle qui représente du travail « non payé » augmente (c'est la plus-value **relative).**

Ce qui caractérise le capitalisme contemporain, c'est que l'exploitation s'y effectue en ordre principal sous la forme d'une augmentation de la plus-value **relative,** du « surtravail » relatif, grâce à l'accroissement rapide de la productivité.

Il est assez significatif qu'en donnant des exemples chiffrés pour expliquer ses idées, Marx imagine souvent une journée de travail de 12 heures comportant 6 heures de travail nécessaire (= la valeur de la force de travail) et 6 heures de travail « non payé » (= celui qui fournit la plus-value). On comprend que, dans des conditions pareilles, le patronat se soit violemment opposé à toute réduction de la journée de travail. Une journée de 8 heures aurait ramené le travail « non payé » à peu de chose, à 2 heures par jour (soit le tiers seulement du travail nécessaire).

Aujourd'hui, la productivité s'est tellement accrue que le temps de travail nécessaire à la reconstitution de la force de travail tend à devenir dérisoire.

Il est sans doute difficile de chiffrer cette durée avec précision, d'autant plus que les mécanismes du capitalisme comportent énormément de faux frais. Pour comprendre qu'il s'agit de toute façon d'une durée infime, je me bornerai à signaler qu'il y a cinquante ans déjà, au lendemain de la première guerre mondiale, un industriel anglais, Lord Leverhume, avait émis l'avis qu'avec les moyens dont la science disposait déjà à cette époque, **une heure** de travail par **semaine** suffirait pour satisfaire tous les besoins immédiats (nourriture, vêtements, logement) de la population britannique.

Or du moment où le temps de travail nécessaire devient aussi dérisoire, toute la situation se modifie. Même avec des journées de travail plus courtes et des salaires plus élevés, la portion de travail « non payé » (la plus-value **relative)** augmente fortement.

Si le travailleur produit l'équivalent de la valeur de sa force de travail en une heure ou en une heure et demie, par exemple, le capitalisme peut

se permettre de lui payer un salaire beaucoup plus élevé. Même ainsi, la durée de son travail « non payé » représentera cinq ou dix fois plus que celui de son travail nécessaire.

MAIS L'EXPLOITATION SUBSISTE

Il s'agit là d'une transformation des **formes** de l'exploitation capitaliste qui entraîne des conséquences importantes sur le plan social, des conséquences dont on ne mesure peut-être pas encore toujours la portée.

En effet, le maintien — voire l'intensification — de l'exploitation capitaliste peut à présent s'accommoder d'une élévation du niveau de vie des travailleurs.

Une analyse superficielle de modifications auxquelles nous assistons peut faire croire que le capitalisme a changé de nature, qu'il est guéri de ses tares ou, tout au moins, de ses défauts les plus évidents. Mais cet accroissement de la consommation, qui caractérise le néocapitalisme, ne signifie nullement que le système social actuel a cessé d'être un régime capitaliste, basé sur l'exploitation de l'homme.

Comme Marx le montrait déjà, il y a là une « mystification » : il peut **sembler** que l'exploitation diminue (puisque la plus-value cesse d'être tirée essentiellement de la prolongation de la journée de travail et que le niveau de vie des travailleurs s'élève) mais, en réalité, l'exploitation **augmente : « Il semble que les machines aident et allègent le travail des ouvriers, alors qu'elles lui extorquent davantage de plus-value ».**

D'après Marx, c'est du reste seulement quand il arrive à ce stade de son développement que le capitalisme acquiert ses **traits spécifiques,** ceux qui le distinguent radicalement de tous les systèmes antérieurs basés sur l'exploitation.

L'exploitation de l'homme par l'homme a seulement commencé à partir du moment où les hommes purent produire au moins un peu plus que le strict minimum nécessaire à les maintenir en vie. C'est seulement à partir de ce moment qu'au cours des guerres entre tribus, il devint plus avantageux de ne pas tuer les prisonniers mais de les conserver comme esclaves. Et si les formes d'exploitation se modifièrent par la suite, le principe resta immuable : sous des formes diverses, la quasi-totalité du « surplus », du « produit supplémentaire » dépassant le strict minimum vital indispensable au producteur, est accaparé par les classes dominantes — maîtres d'esclaves, seigneurs féodaux, etc.

Il en va de même au début du système capitaliste, au premier stade de ce régime, aussi longtemps que les forces productives sont encore assez modestes : l'exploitation capitaliste se distingue seulement des autres systèmes sociaux basés sur l'exploitation par les **moyens** par lesquels les détenteurs des moyens de production s'approprient le « produit supplémentaire » créé par le travail des exploités.

C'est seulement quand les forces productives atteignent un développement qui permet de donner la primauté à la plus-value **relative** que le capitalisme prend un caractère qui le distingue de tous les régimes précédents, que l'exploitation peut s'accompagner d'une élévation sensible du niveau de vie de la masse des exploités.

C'est un point sur lequel Marx a attiré l'attention : **« A son premier stade »,** note-t-il dans les **Grundrisse, « la production capitaliste se distingue seulement d'une manière formelle des stades de production antérieurs. L'exploitation sous forme de pillage des hommes, l'esclavage, le commerce des esclaves et le travail forcé de ceux-ci, tout cela qui était acquis par la violence, le capital l'obtient par l'échange...**

« Au second stade, on produit essentiellement la plus-value relative, due au développement des forces productives de l'ouvrier. Par rapport à sa journée de travail, elle représente une diminution du temps de travail néces-

saire, et par rapport à la population, une diminution de la population ouvrière nécessaire (c'est donc une forme contradictoire). C'est sous cette forme que le mode de production capitaliste révèle sa nature éminemment historique ». (« Fondements de la Critique de l'économie politique ». Tome II, pp. 300-301).

Ce développement de la consommation est du reste nécessaire pour assurer le fonctionnement du capitalisme contemporain, du néocapitalisme. Les techniques modernes (production de masse), les progrès incessants de la productivité réclament des débouchés toujours plus larges, une augmentation correspondante de la consommation.

C'est un point sur lequel Marx avait aussi attiré l'attention dans des textes où il décrit déjà toute une série de phénomènes caractéristiques de ce qu'on appelle aujourd'hui la « société de consommation » :

« La production de plus-value relative, **fondée sur l'accroissement des forces productives, exige la création d'une consommation nouvelle. En conséquence, on élargit quantitativement la consommation existante; on crée des besoins accrus en propageant les besoins à une sphère plus grande; on crée de nouveaux besoins, on découvre et on produit de nouvelles valeurs d'usage ».** (« Fondements... », Tome I, p. 365).

Si le néocapitalisme a besoin d'une consommation plus large, il ne faut pas en déduire que les entreprises capitalistes acceptent de gaieté de cœur de fournir aux travailleurs **qu'elles emploient** la possibilité d'accroître leur consommation.

Marx l'avait souligné : il s'agit d'une « forme contradictoire ». Et les contradictions du système pourront seulement être surmontées en modifiant **radicalement** les rapports de production actuels, en supprimant **« l'appropriation du travail d'autrui par le capital »** afin **« que les masses ouvrières puissent s'approprier elles-mêmes leur surtravail ».**

Cela aussi Marx l'a montré en indiquant que **chaque** capitaliste individuellement demande toujours à **ses** ouvriers de se montrer économes. **« Mais il ne s'adresse alors qu'aux siens,** ajoutait Marx, **parce que ce sont eux qui lui font face. Pour rien au monde il ne s'adressera au reste de la classe des ouvriers, car ce sont des consommateurs pour lui. Il s'efforcera donc par tous les moyens possibles de les stimuler à la consommation, en parant ses marchandises de charmes nouveaux, en cherchant à convaincre les travailleurs qu'ils ont des besoins croissants, etc. »** (« Fondements... », Tome I, p. 236).

C'est là une excellente description de ce que nous voyons dans la « société de consommation ». Pour que la General Motors et Ford puissent fonctionner, il faut que la « classe des ouvriers » touche des hauts salaires qui permettront aux travailleurs d'acheter des autos. Mais cela ne signifie pas que la General Motors et Ford soient disposés à accorder de leur plein gré des hauts salaires aux travailleurs occupés dans **leurs** usines.

Aujourd'hui comme par le passé, le patronat ne fait pas de cadeaux, mais le capitalisme contemporain dispose d'une marge de manœuvre plus large qui lui permet de « digérer » beaucoup de revendications immédiates des travailleurs (salaires, durée du travail, sécurité sociale, etc.) plus facilement qu'autrefois.

Si le néocapitalisme peut s'accommoder d'une élévation sensible du niveau de vie des travailleurs, il s'avère par contre incapable de résoudre tous les autres problèmes de la société contemporaine : problèmes de l'emploi, déséquilibres régionaux, vie urbaine, loisirs, rôle du travailleur dans l'entreprise, rôle de l'homme dans la société.

UN REQUISITOIRE SANS CONCLUSIONS

Si Henri Janne se fait une idée fort superficielle – et souvent inexacte – du néocapitalisme, cela ne signifie pas qu'il propose au mouvement ouvrier de s'en accommoder « Que l'on ne nous fasse pas dire que les rapports que

nous avons appelés « néotechniques » sont acceptables et ne devraient pas être fondamentalement contestés », précise-t-il (p. 48).

Le fait est qu'il ne ménage pas ses critiques à l'adresse d'un système qui risque, comme il le dit, de conduire « à un mode de vie où le superflu passera avant le nécessaire » (p. 72). Des pages entières en dénoncent les défauts et les insuffisances : carences des secteurs vitaux (logement social, santé, organisation des loisirs, équipements sociaux, moyens de communication, etc.), destruction de l'environnement de l'homme (l'air, l'eau, l'espace pollués, raréfiés, saccagés), frustrations provoquées par l'abondance des biens offerts, inégalités dont l'existence d'un néoprolétariat d'infraconsommateurs (chômeurs, pensionnés, travailleurs récemment immigrés, marginaux et inadaptés) atteignant souvent 10 % de la population constitue l'expression extrême mais qui se manifestent aussi par le maintien d'oppositions fondamentales : entre groupes privilégiés minoritaires et la masse exploitée, entre la strate dirigeante et la grande majorité de la population manipulée et conditionnée(1).

Tout cela est certes vrai, encore que ce genre de réquisitoire soit devenu assez banal : des hommes fort éloignés de la classe ouvrière, Galbraith, Fourastié, J.J. Servan-Schreiber critiquent en termes presque identiques les aspects les plus choquants de la « société de consommation » sans que personne ne songe à les prendre comme maîtres à penser de la FGTB.

Mais Henri Janne, lui, s'adresse à des militants syndicaux. Que leur propose-t-il dès lors de faire pour combattre les tares du régime actuel ?

« La vocation du socialisme est de rester le grand facteur critique et transformateur de l'ordre social, nous dit-il. Il s'agit d'une vaste opération visant à susciter la « prise de conscience » des intellectuels et des masses, la conscience claire de la réalité sociale étant masquée par la hausse du niveau de vie et par les jouissances de la culture néocapitaliste » (p. 66).

Peut-on séparer cette prise de conscience nécessaire de l'action que les travailleurs doivent engager pour transformer la société actuelle ? L'une et l'autre vont de pair, mais il faut que les objectifs de l'action soient clairement déterminés sur la base d'une analyse valable de la réalité.

Cette analyse, Henri Janne n'a pas été capable de la faire. Dès lors, il n'est pas étonnant que les suggestions pratiques qu'il formule dans les dernières pages de son rapport apparaissent à ce point dérisoires.

Quels sont en effet les objectifs qu'il propose à la FGTB ?

Tout d'abord l'élaboration d'une véritable politique de **recherche scientifique** (p. 83). En deuxième lieu, une **gestion planifiée de l'économie** fondée sur « une concertation explicite et globale des forces économiques et sociales représentatives » et comportant des mesures destinées à « intégrer l'action des holdings dans une planification concertée » (pp. 84-85). Enfin, une série de réformes en matière d'enseignement et de culture.

Bref, une série de propositions qu'on peut retrouver, formulées en termes presque identiques, dans la déclaration inaugurale du gouvernement Eyskens de juin 1968, voire dans celles du gouvernement VdB de 1966 ou du gouvernement Harmel de 1965. Des suggestions destinées tout au plus à améliorer le fonctionnement du système, à **aménager** le néocapitalisme, alors qu'il s'agit de le combattre et de transformer radicalement la société actuelle.

LE RAPPORT DE GUY SPITAELS

Le « document de réflexion » rédigé par Guy Spitaels est consacré aux **orientations syndicales.** Il entend définir les rapports que la FGTB pourrait

(1) Henri Janne consacre également une place assez importante aux investissements américains et aux problèmes européens. Simonet fait de même dans son exposé du « socialisme moderne » dont il sera question plus loin. Bien qu'il s'agisse de questions fort intéressantes, je ne les examinerai pas ici pour ne pas allonger démesurément cet article, mais j'aurai peut-être l'occasion d'y revenir ultérieurement.

entretenir dans les prochaines années avec les syndicats chrétiens, le patronat et l'université.

Si ce texte est plus terne que le précédent, son orientation est la même. Comme Henri Janne, Spitaels estime que le marxisme est dépassé. « Les syndicalistes d'aujourd'hui ne devraient se sentir aucune obligation à être marxistes, pas plus que proudhoniens ou soréliens », écrit-il. Et sa description de la « société de consommation » est encore plus superficielle que celle de Janne. S'il dénonce « la dépendance du consommateur à l'égard des forces de la publicité et de la concurrence grâce auxquelles la production crée sa propre demande », s'il évoque « le grand besoin d'écoles, d'habitations, de développement urbain, d'hygiène, de parcs, de terrains de jeux », il omet de dire un seul mot de certaines réalités que le mouvement syndical peut difficilement tenir pour négligeables : l'existence de trusts et de holdings, la nécessité de développer la lutte de classe pour mettre fin à leur domination sur la société.

Tout au plus Spitaels fait-il mention par-ci, par-là, de « milieux privilégiés » et des efforts que les organisations syndicales devront faire pour rester des « interlocuteurs valables » au sein d'une société à laquelle il envisage seulement d'apporter quelques retouches : en améliorant la formation des militants syndicaux, en « associant le public à l'appréciation des divers modes de vie », etc.

Après avoir fait le plus vif éloge des accords de programmation sociale qui « ne suppriment certes pas le recours au conflit mais le canalisent et le régulent », G. Spitaels émet l'avis que « la concertation sociale doit s'accompagner d'une concertation économique » et se réjouit des premiers pas faits dans ce sens, notamment avec la création du Comité de concertation de la politique sidérurgique.

La question du Front commun syndical semble dominée par une optique de boutique — « la CSC n'en tire-t-elle pas un plus grand profit que son partenaire ? » — alors que le vrai problème est de rechercher comment, grâce à quel programme, à quelles méthodes de lutte, les DEUX organisations et l'ensemble des syndiqués pourront en tirer avantage.

Le décalage entre les cadres syndicaux et les affiliés qui s'est manifesté au cours de certaines grèves « sauvages » est évoqué de façon aussi abstraite, sans aborder le problème essentiel de la démocratie vivante, de la participation active du plus grand nombre possible de travailleurs à l'activité sociale à tous les niveaux.

D'après Spitaels, il serait du reste utopique d'estimer que tous les hommes ont besoin, pour se réaliser, d'exercer une certaine forme de pouvoir ou, tout au moins, de contrôle au sein de l'organisation syndicale à laquelle ils appartiennent et, d'une façon plus générale, dans la société. Partant de l'idée que ce qui est parfois exact aujourd'hui sera forcément vrai demain, la perspective même de l'autogestion lui paraît une vision par trop optimiste qui « pèche par un double biais en ce sens qu'elle sous-estime les difficultés de la gestion et surestime les capacités et les aspirations de la base ».

RETICENCES SYNDICALES

Les « documents de réflexion » de Janne et de Spitaels ont été accueillis très froidement dans les milieux syndicaux. Le secrétaire général de la FGTB, Georges Debunne, formula immédiatement ses réserves les plus expresses sur la teneur de ces textes. « Ces documents de réflexion, écrivit-il, **ne sont pas,** j'y insiste, **des rapports de congrès.** Ils contiennent d'ailleurs des propositions avec lesquelles plusieurs responsables — dont je suis — ne marquent pas leur accord. C'est assez dire que les jeux ne sont pas faits et que le sommet ne désire pas imposer ses vues à la base ! Une libre discussion préparatoire est donc voulue ». (« Syndicats » du 16 mai 1970).

De son côté, « La Wallonie » publia une analyse fort sévère du rapport d'Henri Janne. Rédigé par Hélène Van de Schoor, cet article ne s'attarde

pas outre mesure aux problèmes doctrinaux soulevés par Henri Janne et aux remous que pourra susciter son abandon de toute analyse marxiste de la société. Il constate que les conclusions auxquelles l'ancien recteur de l'ULB aboutit sont fausses, qu'« il est impossible de ne pas réagir devant le tableau idyllique qui nous est brossé du néocapitalisme ».

Et il le montre par quelques exemples convaincants : « Qu'en est-il de l'adaptation de la machine à l'homme dans ces entreprises où les délégués à la sécurité se plaignent de ne pouvoir faire adopter les mesures jugées trop coûteuses, pourtant indispensables à la sauvegarde de l'intégrité physique des travailleurs ? Qu'en est-il des droits des ouvriers dans l'entreprise ou même à l'extérieur ?... Qu'en est-il de la véritable démocratisation de l'enseignement et de la sécurité d'emploi ? Poser ces questions, c'est y répondre et si Henri Janne est persuadé que la nature des relations entre le patronat et les travailleurs a changé, nous sommes quant à nous persuadés que les modifications intervenues sont de pure forme et qu'elles dépendent du rapport de force à un moment et dans un lieu donnés : la gendarmerie n'oserait sans doute pas intervenir sans raison à Cockerill comme elle l'a fait à Citroën; les grands trusts des Etats-Unis ne traitent pas les ouvriers de leur pays comme ils traitent les populations d'Amérique latine; les syndicalistes grecs n'étaient pas traités hier comme ils le sont aujourd'hui. Et ce dernier exemple nous montre combien toute conquête est fragile ». (« La Wallonie », 21 mai 1970).

On peut se demander pourquoi des textes dont les thèses sont contestées par nombre de responsables importants de la FGTB ont été si largement diffusés alors que des « documents de réflexion » préparés par d'autres militants se sont vu refuser cet honneur (2). « Syndicats » a en effet consacré plusieurs doubles pages à la publication de versions abrégées des rapports de Janne et de Spitaels sans exprimer la moindre réserve.

Les critiques formulées par Henri Janne à l'adresse du néocapitalisme risquent par ailleurs de créer des illusions, d'autant plus que le texte simplifié de ce rapport qui a été confectionné à l'intention des militants de base y fait une large place. Ces « bons passages » ne corrigent malheureusement pas les défauts fondamentaux de ce document.

Henri Janne lui-même souligne qu'il importe avant tout d'avoir une conscience exacte de la réalité. « D'elle seule peut naître la « praxis » capable de la modifier », écrit-il. Si le diagnostic initial est mauvais, les remèdes proposés sont forcément inefficaces et ils risquent même d'être dangereux ».

A défaut d'autres mérites, le petit livre que vient de publier Henri Simonet contribuera peut-être à le faire mieux comprendre. Son auteur y transpose en effet sur le plan politique l'essentiel des idées exposées dans le « document de réflexion » d'Henri Janne. Du même coup, nous voyons beaucoup plus clairement ce qu'il en coûterait au mouvement ouvrier de s'engager dans cette voie.

LE « SOCIALISME NOUVEAU » DE SIMONET

Si Henri Simonet reprend la plupart des thèses développées par Henri Janne, le ton de son livre et le but qu'il s'assigne montrent toutefois qu'il existe une différence très nette entre les deux hommes qui ont pourtant, l'un comme l'autre, mené de front une carrière politique et une carrière universitaire.

Si Henri Janne fut sénateur et même ministre, il n'en est pas moins toujours resté un de ces sociologues un peu candides dont les cogitations sont parfois aberrantes mais dont la bonne foi paraît certaine. Henri Simonet, lui, a beau être professeur et président du conseil d'administration de l'ULB, ses visées sont essentiellement politiques et, pour cela même, son livre est

(2) Ce fut le cas du rapport rédigé par le professeur P. Frantzen que les « Cahiers marxistes » publient dans ce numéro.

tout sauf naïf. Pour réaliser ses ambitions, qui sont grandes, il entend continuer à faire fond sur le PSB grâce auquel, un brin de chance aidant, il a déjà parcouru un joli bout de chemin. Mais il veut s'assurer par surcroît la confiance de milieux beaucoup plus larges, voire diamétralement opposés. Pour se faire agréer par les uns sans être désavoué par les autres, il entend flatter tous les goûts et son petit livre fait penser à ces magasins à rayons multiples où chacun peut trouver ce qui lui convient.

A l'intention des affiliés du PSB, Simonet proclame qu'il n'entend renier « ni un passé de luttes généreuses, ni une doctrine qui fut le tremplin du progrès social ». Et il évoque même en passant « les temps héroïques, exaltants mais révolus, où Karl Marx et Frédéric Engels lançaient un message d'accusation et de justice dont la force n'est pas épuisée » (p. 179). « Loin d'être dépassé dans sa finalité, ajoute-t-il, le socialisme reste plus indispensable que jamais... Le socialisme demeure la seule voie ouverte pour réaliser la synthèse entre les droits de la société et de l'homme » (pp. 69-71). Comme la société a changé, il convient toutefois de procéder à « une rénovation fondamentale de la doctrine et des méthodes d'action », il faut « un socialisme moderne, un socialisme à la fois profondément neuf et intensément fidèle à sa vocation historique » (p. 71).

Estimant, non sans raison, que « pour un parti qui ambitionne de transformer la société, il est préférable d'avoir de cette société une vision exacte et réaliste plutôt qu'une perception déformée par des vues traditionnelles ou des préjugés », Simonet ajoute qu'il faut dès lors « essayer de comprendre ce qui caractérise la société moderne », en faire une « analyse scientifique ».

Celle que nous présente Simonet parvient assez curieusement à passer complètement sous silence l'existence de groupes financiers, de banques, de holdings et de trusts industriels, à croire qu'il n'en existe pas en Belgique. Tout au plus y trouve-t-on quelques références au « secteur privé », sans qu'un mot ne soit dit de l'influence que celui-ci exerce sur les pouvoirs publics dans le « mécanisme unique » néocapitaliste.

Cette « analyse scientifique » de la société contemporaine reste dès lors tout aussi superficielle que celle que nous avait présentée Henri Janne auquel Simonet se réfère du reste fréquemment (3). Nous y trouvons la même description des « aspects positifs » du néocapitalisme (expansion économique, élévation du niveau de vie) et de ses lacunes (création artificielle de besoins individuels souvent incohérents, carences dans la couverture des besoins collectifs fondamentaux, couches d'infra-salariés, etc.). Tout cela pour aboutir à la conclusion que « la société néocapitaliste ne répond qu'imparfaitement aux exigences des hommes de progrès ».

Si cette conclusion apparaît moins sévère que celle à laquelle avait malgré tout abouti Henri Janne, c'est parce que Simonet s'assigne un objectif politique bien précis. « Les vieux partis ne donnent, dans l'ensemble et dans leurs formes actuelles, qu'une réponse imparfaite à la quête des hommes de progrès même quand ceux-ci y militent encore ou y apportent leur adhésion, fût-elle devenue précaire », estime-t-il. Dès lors, il conviendrait de « jeter les bases du grand parti du progrès économique, social et humain dont la société industrielle d'aujourd'hui, et surtout celle de demain, auront besoin », de faire naître « avec des hommes venus de tous les horizons un mouvement résolument neuf » (p. 27), de « faire appel aux virtualités de tous les hommes, sans distinction sociale ou idéologique » (p. 71).

Le « grand parti de progrès » que souhaite Simonet ne se fixerait en effet pas pour but de supprimer l'exploitation capitaliste mais seulement d'apporter quelques retouches au régime actuel, de « corriger les imperfections et de combler les lacunes du système néocapitaliste » (p. 82).

Pour permettre la formation de ce « mouvement », Simonet demande donc à ses amis politiques de cesser « d'énoncer tous les lieux communs sur la

(3) Les autres auteurs auxquels Simonet se réfère le plus volontiers sont Galbraith, J.-J. Servan-Schreiber, Fourastier et Bruclain !

pérennité de la doctrine traditionnelle de la lutte des classes, sur la volonté révolutionnaire des masses et sur la vocation marxiste du mouvement socialiste » (p. 82).

D'après Simonet, il faut en finir avec le « dogme de la lutte des classes » car nous assistons aujourd'hui à un « nouveau phénomène social : le « grand public » s'est substitué aux stratifications sociales plus nettes et plus différenciées des périodes antérieures du capitalisme... Plutôt que de concevoir ces rapports sous la forme de clivages rigides entre des classes aux intérêts opposés, mieux vaut les envisager et les organiser comme la conciliation de volontés parallèles, en vue d'améliorer le niveau de vie de chacun et d'aboutir à un progrès humain et social pour tous » (4).

A quoi cela conduirait-il en pratique ? A intégrer complètement le mouvement ouvrier dans le fonctionnement de la société néocapitaliste, à renoncer à toute transformation radicale du régime actuel.

Simonet ne le dissimule pas : « Il n'est plus guère question que l'Etat remette systématiquement en cause le statut privé des entreprises », écrit-il (p. 90). L'adhésion de certains militants au principe de la nationalisation des moyens de production constitue en effet à ses yeux une absurdité, une « attitude quasi théologique » qu'il faut abandonner : « dès lors que l'intérêt général le commande, il faut laisser à l'initiative privée les activités qu'elle peut accomplir de manière plus efficace que les pouvoirs publics » (p. 74).

Pour Simonet, il est également « illusoire de parler de planification des activités privées dans une économie de marché ». (Ce qui est vrai dès le moment où les pouvoirs publics s'interdisent d'exercer la moindre pression sur le secteur privé.) Tout au plus « une vision globale et cohérente du devenir national est-elle souhaitable, voire nécessaire » car « elle peut aider les entreprises à prendre leurs décisions en meilleure connaissance de cause » (p. 84).

Les pouvoirs publics doivent donc se borner à inciter les entreprises « à adopter des mesures conformes à l'intérêt général » en institutionnalisant la **concertation,** en réalisant « une politique concertée qui implique une association effective et organique des « partenaires sociaux »... En fait, il doit s'agir d'une négociation, régulière et systématique, entre l'Etat et les principales entreprises privées fonctionnant dans le pays » (p. 92).

Dans ce cadre, Simonet attache une importance particulière aux « conventions d'aide » dans lesquelles les entreprises privées définiront la contribution qu'elles apporteront à la réalisation de certains objectifs du plan en contrepartie des incitants publics dont elles bénéficient, autrement dit, aux « contrat de progrès » de Leburton dont MBLE-Philips et Siemens auront été les premiers bénéficiaires.

S'INTEGRER DANS LE NEOCAPITALISME OU LE COMBATTRE ?

Cette offensive en faveur d'une intégration stable et définitive des organisations ouvrières dans le système est un signe des temps. Le capitalisme contemporain a besoin de stabilité. Les progrès technologiques réclament des installations plus vastes, des débouchés toujours plus étendus. Les entreprises doivent donc pouvoir établir des prévisions à long terme, programmer leurs investissements, leur production, leurs prix de revient. Le bon fonctionnement du « mécanisme unique » néocapitaliste exige une adaptation correspondante des formations politiques.

Cette nécessité se manifeste certes déjà depuis tout un temps. Les thèses défendues par Janne et Simonet ne sont pas inédites. Bruclain avait déjà exposé des idées analogues en France il y a quatre ans dans un petit livre

(4) Cette idée du « grand public » qui regrouperait aujourd'hui la majorité de la population est empruntée à Henri Janne qui l'avait déjà exposée il y a une dizaine d'années dans un article sur « L'avenir du socialisme » publié dans la revue « Socialisme » de mai 1960.

qui fit quelque bruit à l'époque. Evalenko et Simonet lui-même lui avaient emboîté le pas chez nous. Et Henri Janne avait exprimé bien avant eux des opinions identiques.

Ce qui est nouveau, c'est l'audience que ces idées rencontrent aujourd'hui, la publicité et les appuis beaucoup plus larges dont elles bénéficient. Pendant dix ans, Henri Janne avait développé les mêmes thèmes dans la revue « Socialisme » sans que personne n'y prête attention. Et quand Simonet rompit une lance en faveur d'un « socialisme moderne » voilà quatre ans, les résistances qu'il rencontra l'amenèrent à opérer bien vite une courbe rentrante.

S'il en va autrement maintenant, c'est que le malaise politique prend aujourd'hui en Belgique des proportions dont on ne mesure peut-être pas assez la profondeur. Les problèmes communautaires ont beaucoup retenu l'attention ces derniers mois, mais les problèmes économiques et sociaux n'ont pas été résolus pour autant et il apparaît de plus en plus qu'ils ne pourront pas l'être en continuant à recourir à des palliatifs.

La crise que traversent les partis politiques traditionnels reflète ce malaise. Flagrante au PSC, larvée au PLP, cette crise n'épargne pas le parti socialiste : une enquête récente de l'Institut de sociclogie de l'ULB fait apparaître qu'en Wallonie et à Bruxelles tout au moins, ce parti recrute une proportion croissante de ses électeurs dans les couches les plus âgées de la population. Et les acrobaties auxquelles le gouvernement Eyskens doit recourir pour se survivre à lui-même témoignent de leur côté du délabrement croissant des institutions.

C'est dans ce cadre que les tentatives de réaliser de nouveaux regroupements politiques se sont multipliées ces derniers mois. Tentatives de regrouper les forces de droite, les forces conservatrices, présentées sous des étiquettes diverses par MM. Vanden Boeynants et Vanaudenhove. Tentatives de regrouper les forces de gauche, où l'initiative la plus marquante fut l'appel au Rassemblement des Progressistes lancé par Léo Collard auquel le parti communiste apporta d'emblée un appui beaucoup plus résolu que celui dont le président du PSB bénéficia dans son propre parti.

En posant sa candidature à la constitution d'un « grand parti de progrès », d'un « mouvement neuf réunissant des hommes venus de tous les horizons » qui assurerait la coopération des organisations ouvrières au bon fonctionnement du système capitaliste en échange de menues concessions dans le domaine social, Henri Simonet entend à la fois empêcher la formation d'un rassemblement des progressistes et couper l'herbe sous les pieds de ses concurrents politiques de droite, les Vanden Boeynants et autres Vanaudenhove qui se proposent de tenter une opération analogue en s'appuyant sur les couches « modérées » de la population.

S'il parvenait à entraîner les organisations socialistes dans cette voie, le régime y trouverait son compte. Le néocapitalisme n'ignore pas la puissance acquise par le mouvement ouvrier. Il sait qu'il est devenu plus difficile et plus dangereux de le heurter de front. Et il conteste d'autant moins à des partis socialistes raisonnables — « modernes » si on préfère ce terme — le droit de défendre certains intérêts des forces sociales qu'ils représentent que ces partis doivent forcément obtenir un minimum de concessions pour conserver la confiance de leurs adhérents et que les progrès technologiques permettent pour le reste aux entreprises de « digérer » assez facilement nombre de revendications ouvrières.

Comme la contradiction fondamentale du système subsiste — celle du caractère toujours plus social de la production et du caractère privé de l'appropriation — le capitalisme reste par contre incapable de résoudre les autres problèmes de la société contemporaine, des problèmes qui prennent une importance croissante : la sécurité de l'emploi, les problèmes de la vie urbaine, des loisirs, etc. La recherche du profit met à la charge de la collectivité un nombre croissant de nuisances (bruit, pollution, dégradation de la nature) dans une société où les besoins non solvables sont sacrifiés. Les

méthodes modernes de direction, de gestion, de vente, les techniques de conditionnement entraînent une aliénation croissante de l'homme sur tous les plans — comme producteur, comme consommateur, comme citoyen.

Il s'agit donc plus que jamais de savoir COMMENT il sera possible de supprimer les incohérences et les injustices de la société actuelle.

Suffit-il d'atténuer les abus trop flagrants comme le proposent les défenseurs les plus lucides du système auxquels Henri Janne et Simonet emboîtent le pas, des hommes qui comprennent que si le régime doit survivre, il faut y apporter des aménagements — et que la façon la plus sûre d'y arriver serait d'associer les organisations ouvrières à cette tâche, d'« intégrer » les syndicats dans le fonctionnement du système ?

Ou bien faut-il s'attaquer aux racines du mal — à la propriété privée des grands moyens de production, aux privilèges des trusts et des holdings — en développant par conséquent la lutte pour augmenter les droits des travailleurs, en imposant une série de réformes de structure anticapitalistes comme nous le proposons et comme la FGTB l'a préconisé à plusieurs reprises lors de ses congrès précédents ?

JACQUES NAGELS

Une stratégie révolutionnaire : organiser des noyaux de contre-pouvoir à tous les niveaux

Le problème du socialisme a cessé d'être un rêve lointain. Son édification est devenue une exigence de notre temps, liée à la solution de problèmes concrets. Il peut apporter une réponse convaincante aux interrogations actuelles. Il naîtra de la volonté et des efforts communs de l'immense majorité de notre peuple, groupée autour de la classe ouvrière, des organisations qu'il s'est forgées dans le passé, qu'il utilise aujourd'hui et qu'il créera demain.

(Thèses du XIX^e Congrès du P.C.B.)

Cette analyse se situe dans le prolongement de l'article « Réformes de structures technocratiques démocratiques à l'Université », paru dans le premier numéro des « Cahiers Marxistes » (15 mars 1969). Elle s'en différencie néanmoins par plusieurs aspects. Alors que le précédent article se limitait, disons géographiquement, au monde universitaire, celui-ci s'étend aux forces de la jeunesse, aux forces de la culture, aux intellectuels. Alors que l'article de 1969 abordait deux types de problèmes, l'objectif à atteindre (la réforme de structure démocratique) et la politique des alliances au sein de l'université (alliance des forces progressistes au sein des quatre corps de la communauté universitaire), celui-ci est consacré plus précisément à la définition d'une stratégie révolutionnaire (1) à la mesure de la nouvelle génération politique d'aujourd'hui. Il va de soi que la définition de cette stratégie repose sur l'étude des éléments objectifs (2) qui sous-tendent cette politique ainsi que sur une description du niveau de conscience idéologique des masses composées des intellectuels, des forces de la culture et des jeunes.

1. POURQUOI DE NOUVELLES COUCHES SOCIALES METTENT-ELLES LE CAPITALISME EN QUESTION ?

1.1. *L'incidence de l'évolution des forces productives sur les intellectuels directement liés à la production.*

(1) Les principaux éléments de cette stratégie ont été exposés dans un article de la Tribune de discussion du « Drapeau Rouge » préparatoire à la Conférence des Jeunes Communistes (13.3.70).

(2) Cette étude des éléments objectifs (points 1.1 et 1.2 de cet article) reprend les grands thèmes d'un rapport que j'ai rédigé à la demande du Bureau National des Etudiants Communistes.

L'incidence de l'évolution récente des forces productives sur le nombres des intellectuels directement liés à la production et à la circulation du capital est fort importante. Le passage du capitalisme monopoliste au capitalisme monopoliste d'Etat se caractérise principalement par :

— une accentuation du processus de concentration du capital ;

— une modification interne du processus de reproduction du capital, lié aux différents rythmes de développement des techniques et qui se manifeste par une diminution relative de l'importance de certaines branches industrielles et le développement rapide d'autres secteurs économiques ;

— un renforcement de l'Etat et en particulier une interpénétration croissante entre l'Etat et le capital financier.

Le processus de concentration du capital est un phénomène complexe qui touche aussi bien le secteur industriel où l'on transforme les marchandises que les intermédiaires commerciaux et financiers.

Cette concentration du capital ébauchée par Marx dans « Le Capital », approfondie par Lénine dans « L'impérialisme, stade suprême et ultime du capitalisme », a été vérifiée pour l'ensemble du monde capitaliste, et en particulier pour la Belgique, par P. Joye, dans « Les trusts en Belgique ».

Une première conséquence de cette concentration est l'augmentation de la dimension des entreprises. Or, seules les grandes entreprises peuvent financer des efforts de recherche. Ainsi, aux Etats-Unis, les entreprises de 5.000 travailleurs totalisent 86 % du montant global des dépenses de recherche dans l'industrie. (3). L'augmentation de la dimension des entreprises entraîne donc à elle seule la possibilité d'utiliser plus de chercheurs et d'ingénieurs qualifiés qui sont des forces de travail intellectuelles par excellence.

Mais ce n'est pas que sur la recherche appliquée et fondamentale que la dimension des entreprises a une influence. Seules les grandes entreprises peuvent financer des services juridiques, des bureaux de prospection du marché, des bureaux d'études économiques et financiers qui sont composés d'un grand nombre d'universitaires.

Un deuxième phénomène lié à la concentration accrue du capital et à l'augmentation accélérée de la division du travail est constitué par l'augmentation de la qualification de certaines couches de travailleurs. Ainsi, lors de l'introduction des méthodes de production automatiques dans des entreprises métallurgiques américaines utilisant plus de 1.000 ouvriers, 83 % d'entre elles, répondant à un questionnaire de l'Américain Machinist (4), déclarent utiliser du personnel d'entretien et de surveillance de qualification supérieure ainsi qu'un plus grand nombre d'ingénieurs qu'avant l'automation. Les enquêtes et études dirigées en France par G. Friedmann et P. Naville corroborent les résultats de l'enquête américaine : à un perfectionnement des techniques de production correspond une qualification plus poussée de certaines couches de salariés. Cette division du travail exige, bien entendu, l'emploi d'un plus grand nombre de forces de travail intellectuelles.

* * *

Par modification de la structure du capital, nous entendons ici le fait que certains secteurs économiques sont en expansion structurelle tandis que d'autres subissent une récession à long terme.

Une comparaison des recensements de la population du 31 décembre 1947 et du 31 décembre 1961 (5) permet de vérifier les tendances à long terme des modifications de structure de la population active mises en lumière par Geens et Anselin (6). Ces grandes tendances peuvent être résumées comme suit :

(3) Rapport du Conseil National de la Politique scientifique sur **Certains aspects de la recherche industrielle dans ses relations avec la croissance économique**, Bruxelles, 1965, p. 63.

(4) Cité par F. Pollock dans **L'automation, ses conséquences économiques et sociales**, Paris, 1957, pp. 137 et suivantes.

(5) Annuaire statistique 1964, p. 57.

(6) G. Geens et M. Anselin, **De Belgische economie in 1970**, Rijksuniversiteit Gent, 1961.

— la part relative de l'agriculture et des industries extractives décroît très fortement. (De 1910 à 1961, la population agricole active passe de 802.000 à 254.000) ;

— la part des services, des activités de commerce, de banque et d'assurance croît. (De 293.000 en 1910 à 518.200 en 1961) ;

— la part relative des entreprises manufacturières reste constante mais des modifications internes de grande importance ont lieu dans ce secteur.

Ces trois tendances influencent la quantité de forces de travail intellectuelles utilisées dans la production. En effet, l'agriculture, où d'ailleurs sévissait un chômage occulte, utilisait presque uniquement de la main-d'œuvre non qualifiée. L'éjection hors du secteur agricole de plus d'un demi-million de travailleurs en un demi-siècle s'accompagne d'un rehaussement global de la productivité du travail. La mécanisation, la rationalisation et l'importance croissante de l'élevage dans le secteur agricole exigent un degré plus élevé de connaissances techniques. Ces deux aspects de cette première tendance entraînent l'utilisation d'un plus grand nombre de forces de travail intellectuelles.

La deuxième tendance montre l'impétueux développement du secteur des services et des intermédiaires commerciaux et financiers. La concentration à l'intérieur de ces sphères va de pair avec son accroissement quantitatif. Il en résulte également une hausse de la qualification du travail de ces travailleurs-là.

La troisième tendance, à savoir : la part de la population active dans le secondaire reste constante, doit être explicitée si l'on veut pouvoir en déduire des enseignements intéressants concernant l'emploi des forces de travail intellectuelles.

Les principaux secteurs du secondaire en régression de 1910 à aujourd'hui sont : le vêtement, le textile et le bois (7). Ce sont là trois secteurs où, du moins, au XX^{e} siècle, l'effort de recherche ainsi que l'emploi de forces de travail intellectuelles sont extrêmement faibles. En revanche, les secteurs en expansion structurelle, en l'ocurrence : la chimie et les fabrications métalliques, et tout dernièrement : la pétrochimie et l'électronique, emploient, compte tenu d'une spécialisation du travail de plus en plus poussée, un nombre de forces de travail intellectuelles beaucoup plus élevé. Aux Etats-Unis, par exemple, un rapport de la *National Science Foundation* (8) établit qu'en 1960 les cinq secteurs industriels suivants : la chimie, l'électronique, le pétrole, l'aéronautique et la mécanique dépensent plus de 4/5 des fonds consacrés dans l'industrie à la recherche fondamentale.

La différenciation intervenue dans le secondaire permet donc aussi de conclure à une augmentation de l'emploi des forces de travail intellectuelles.

* * *

Le capitalisme monopoliste d'Etat se caractérise par un accroissement considérable des effectifs de l'appareil d'Etat ainsi que par l'interdépendance entre l'Etat et le capital financier. Le tableau suivant montre l'évolution récente du personnel de l'Etat en Belgique :

Secteurs	*1956*	*1964*	*1968*	*Accroissement 1956-1968*	*Taux de croissance annuel*
Départements ministériels	82.416	99.198	101.512	19.096	2 %
Corps spéciaux (armée, gendarmerie...) . .	93.775	110.251	134.624	40.849	3,6 %
Services publics et d'intérêt général . . .	145.587	194.453	228.573	82.986	4,7 %
	321.778	403.902	464.709	142.931	3,7 %

(7) Ces trois secteurs perdent à eux seuls environ 300.000 travailleurs en 50 ans. (Geens et Asselin).

(8) N.S.F., **Research and Development in Industry 1960**, p. 30.

L'interdépendance croissante entre l'Etat et le secteur privé impose à l'Etat d'utiliser un nombre de fonctionnaires de plus en plus élevé ainsi que des fonctionnaires dont la qualification est de plus en plus poussée. En effet, l'élaboration d'une politique économique plus globale et plus raffinée, la programmation, la mise en place d'institutions permettant de réaliser les objectifs de cette politique économique, etc. nécessitent la mise au travail de statisticiens, d'économistes, de juristes... autant de forces de travail intellectuelles dont le C.M.E. ne peut plus se priver. Que ces forces de travail aient le statut de fonctionnaire ou qu'elles dépendent de centres de recherches privés, cela n'affecte en rien leur nombre. L'important est de constater que le passage du capitialisme concurrentiel au C.M.E. engendre leur utilisation.

* * *

Les trois caractéristiques du C.M.E. que nous venons de décrire entraînent une différenciation de la population active qui a pour conséquence notamment, une augmentation quantitative des forces de travail intellectuelles. Il est très difficile d'isoler l'impact de chacune de ces caractéristiques sur l'évolution du nombre d'intellectuels. Mais l'incidence globale du passage du capitalisme vers le stade du C.M.E. est un fait patent. Si nous ne considérons que la population étudiante des universités, nous voyons qu'au XIX[e] siècle, il fallut plus de 40 ans pour la doubler (9) :

— 1859-1860 : 1.921 étudiants,
— 1899-1900 : 3.710 étudiants,

alors qu'elle fut doublée en quinze ans après la deuxième guerre mondiale (10) :

— 1946-1947 : 15.526 étudiants,
— 1961-1962 : 32.726 étudiants.

Si au lieu de ne considérer que la population étudiante universitaire, nous examinons de plus près l'évolution de la population active masculine selon le niveau de scolarité, cette thèse est plus que confirmée.

Le tableau suivant montre l'évolution des forces de travail non intellectuelles et intellectuelles de 1950 à 1960, ainsi qu'une prévision pour 1970. (11)

Evolution des forces de travail intellectuelles et non intellectuelles. (12)

Années	*Forces de trav. non intellect.*		*Forces de trav. intellect.*	
	.1000	1950 = 100	.1000	1950 = 100
1950	2.299,3	100	62,5	100
1960	2.261,9	98	97,1	158
1970	2.167,2	94	162,0	261

Contrairement à ce que l'on croit généralement, ce n'est pas le groupe des universitaires qui a le taux de croissance le plus élevé :

— les universitaires passent de 45.400 en 1950 à 95.200 en 1970. Si 1950 = 100, 1970 = 216.

— les ingénieurs techniciens... (écoles techniques supérieures) + écoles normales moyennes (régents) sont en 1970 à l'indice : 414.

1.2. *L'incidence de l'évolution des forces productives sur les intellectuels qui ne sont pas directement liés à la production.*

a) *Les professions libérales.*

Quand Marx écrivit « Le Capital », le secteur capitaliste était certes déjà dominant dans la plupart des pays industriels, mais il subsistait néanmoins d'importants secteurs économiques non capitalistes, l'agri-

(9) Annuaire statistique de 1912, pp. 182-183.

(10) Chiffre repris de F. Baudhuin, **Les carrières intellectuelles**, p. 25.

(11) Ce tableau-ci regroupe les données élaborées par **Le groupe de travail pour l'étude du capital humain** ; ce groupe de travail, présidé par le professeur Frank, a publié une partie de ses travaux dans les **Cahiers Economiques de Bruxelles** (1964-4).

(12) Pour pouvoir quantifier les forces de travail intellectuelles et non intellectuelles, nous considérons, à l'instar du Groupe de travail Frank, que sont intellectuels les travailleurs qui ont reçu un degré d'instruction du niveau des études techniques supérieures ou des études normales moyennes (régents).

culture par exemple. Marx avait prévu que là où le capitalisme s'implante, il envahit progressivement l'ensemble des activités économiques et ce parce qu'il constitue, par rapport aux modes de production antérieurs, un progrès incontestable. Aujourd'hui, dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat, alors même que le socialisme pointe déjà à toutes les fenêtres des sociétés capitalistes les plus avancées, le capitalisme grignote encore les derniers vestiges des modes de production prémonopolistes. Dans le secteur de la production agricole et industrielle, la plupart des entreprises familiales et artisanales sont vouées à disparaître ; dans la distribution, les petits commerçants mènent un combat d'arrière-garde contre les super-marchés et les grands magasins, formes typiques de la distrbiution dans le C.M.E. ; dans les secteurs d'activités exercées traditionnellement par les profession libérales, la gangrène s'installe.

Quand la forme capitaliste a conquis une parcelle de terrain, la contradiction capital-travail se substitue aux anciens rapports de production. C'est dire que certains capitalistes, propriétaires des moyens de travail et des immeubles prennent le pouvoir, occupent la place et subordonnent à leur autorité tous ceux qui, maintenant démunis de tout moyen de travail, sont obligés de leur vendre leur force de travail. Ainsi, la conquête du capital dans un domaine va de pair avec la salarialisation de la plupart de ceux qui y travaillent. Capitaliser et salarialiser constituent deux facettes d'un même processus.

Le cas de la médecine est sans doute le plus frappant. Le développement des forces productives, en l'occurrence le développement de tous les moyens techniques qui s'interposent entre le médecin et le malade, oblige la médecine à se capitaliser. En effet, quel médecin privé peut accumuler à lui seul suffisamment de capitaux pour financer un laboratoire d'analyse, un complexe opératoire, une installation de physiothérapie ? Et même s'il pouvait financer ces moyens matériels de guérir par une accumulation primitive importante, il deviendrait capitaliste, administrateur d'une entreprise — hôpital — où un grand nombre de forces de travail serait embauché. Donc, quand bien même il en serait ainsi, cela ne changerait rien à la capitalisation des activités médicales : le résultat est identique, à savoir : la création d'une clinique, entreprise capitaliste, avec ses exploiteurs et ses exploités. Le cours objectif du développement des forces productives est tel que nécessairement l'ancienne profession libérale, ou artisanale si l'on préfère, où le médecin, propriétaire de ses rudimentaires moyens de travail, se transforme de telle sorte que la propriété des moyens de travail est séparée de ceux qui les utilisent et transférée au pôle opposé : le capital. Les médecins de famille et de campagne, sans spécialisation, sans utilisation des techniques modernes sont tout autant condamnés à disparaître que l'étaient les formes archaïques et féodales de la production lors de la révolution industrielle.

Le même mouvement objectif qui transforme la grosse majorité de médecins en salariés entraîne l'utilisation de plus en plus nombreuse de forces de travail para-médicales : kinésistes, diététistes, infirmières sociales, biochimistes, etc.

Concluons :

— un nombre croissant de médecins indépendants deviennent vendeurs de leur force de travail ;

— l'entreprise capitaliste hautement spécialisée qu'est la clinique utilise un nombre toujours plus important de forces de travail intellectuelles.

Ainsi, l'on constate, du moins quand on envisage la profession médicale d'une façon dynamique, que plus la division interne du travail croît, plus l'on se trouve en présence d'un très petit nombre de médecins-capitalistes et d'un très grand nombre de docteurs en médecine salariés.

Ce qui vaut pour la médecine vaut, mutatis mutandis, pour toutes les professions libérales, bien qu'en général d'une façon plus atténuée, parce que, pour des raisons liées à la nature même du travail, les

moyens de travail utilisés ne sont pas susceptibles de se transformer à une telle échelle. Ainsi, par exemple, chez les architectes et les géomètres-experts, groupe dont l'importance n'est pas négligeable, une concentration rapide se fait jour. On comprend aisément que l'évolution des forces productives dans la construction, l'emploi de nouveaux matériaux et de nouvelles techniques ont une répercussion immédiate sur la profession d'architecte. Si un seul architecte peut dresser les plans d'une maison d'habitation, l'érection de la Tour du Midi, des immeubles de la place Madou et de la gare du Nord, la construction des buildings ETRIMO exigent le concours de plusieurs architectes et de bureaux d'études importants. Cette concentration débouche inévitablement sur la formation d'entreprises capitalistes employant un haut pourcentage de forces de travail intellectuelles.

* * *

On peut conclure que l'évolution des forces productives et le processus de concentration causent une salarialisation croissante des professions libérales. Cela ne signifie pas pour autant que ces « nouveaux salariés » adhèrent à l'idéologie de la classe ouvrière.

De nombreux obstacles socio-psychologiques — origine bourgeoise ou petite bourgeoise, milieu intellectuel souvent hostile à la classe ouvrière, promesse de « faire carrière » émanant de la classe dirigeante — freinent encore ces intellectuels dans la prise de conscience de leur solidarité objective avec la classe ouvrière. D'autre part, il est utopique de penser qu'un jour tous ces groupes sociaux rejoindront en masse, avec armes et bagages, les rangs de la classe ouvrière organisée. Certains intellectuels demeureront les valets de la bourgeoisie et ils resteront les ennemis de classe. Mais la majorité d'entre eux se rapproche objectivement des masses laborieuses et de ce fait les obstacles subjectifs deviendront de plus en plus franchissables. Ils le deviendront d'autant plus que les organisations de la classe ouvrière s'efforcent de les intégrer.

b) *Les professions intellectuelles non libérales qui ne sont pas directement liées à la production.*

En lieu principal, il s'agit d'enseignants, de fonctionnaires qualifiés de l'administration, du personnel de laboratoire et d'instituts de recherche, de journalistes, etc. Les exigences du C.M.E. et la lutte de la classe ouvrière et de ses alliés ont permis une certaine démocratisation des études qui a bien sûr entraîné un accroissement très important des forces de travail intellectuelles. Ici encore, la plus grande partie de ces intellectuels est exploitée et solidaire de la classe ouvrière. Ce qui les différencie des forces de travail issues des professions libérales est le fait que ces fonctionnaires, que ces enseignants, n'ont jamais possédé des moyens de production et que dès lors, ils sont beaucoup moins sujet à l'influence de l'idéologie bourgeoise. Ceci explique pour une large part qu'ils sont politiquement et idéologiquement beaucoup plus proches du combat quotidien de la classe ouvrière.

Bien entendu, ici également l'idéologie bourgeoise a une incidence d'autant plus large que la fonction occupée par l'intellectuel est plus élevée. Et, il ne faut pas se leurrer : ce n'est pas parce que les détenteurs de postes à haute responsabilité dans l'Etat ont le statut de fonctionnaires qu'ils sont pour autant des alliés potentiels de la classe ouvrière.

A partir d'un certain niveau, les fonctionnaires sont des complices immédiats de la bourgeoisie. De même à l'université une grande partie des professeurs sont les idéologues de la bourgeoisie à qui incombe la tâche d'enseigner l'idéologie bourgeoise, de jeter les fondements théoriques de sa politique et de servir d'assistance technique aux politiciens bourgeois. La cohérence interne entre la « strate » supérieure de différentes institutions sociales (armée, Eglise, Etat, université, parastataux, magistrature, ...) et les propriétaires des moyens de production est telle que l'on peut conclure à une adhésion de cette strate à la cause de la bourgeoisie.

Cette strate supérieure constitue un groupe numériquement restreint qui a lié son sort et sa perte future à ceux de la bourgeoisie. Mais là n'est pas le phénomène le plus important. Ce qui compte est le fait que dans ces secteurs également le nombre de forces de travail intellectuelles croît fortement et que la plus grande partie de ces intellectuels est susceptible de rejoindre le combat de la classe ouvrière.

1.3. *Conclusions partielles.*

Le processus de salarialisation d'une part et l'accroissement important du nombre de forces de travail intellectuelles d'autre part, vont de pair avec une modification de la conscience des gens concernés ; un médecin de village, sorte de sorcier respecté ou de confesseur sacralisé, réagit autrement qu'un docteur en médecine travaillant comme salarié dans un hôpital.

L'élévation du degré d'instruction a notamment pour conséquence que la bourgeoisie n'a plus le monopole du savoir. Cette répartition plus démocratique des connaissances diminue l'écart entre dirigeants et dirigés. Un nombre de plus en plus grand de personnes acquiert une vocation à la gestion et à la direction des affaires de l'Etat, des parastataux, des entreprises. Dès lors, une question nouvelle commence à se poser pratiquement, concrètement, quotidiennement à des milliers et des milliers de gens : pourquoi une seule couche sociale s'accapare-t-elle de la direction, de la gestion, du *pouvoir* ? On comprend toute l'importance de cette question : quand tout le peuple se la posera, il ne faudra plus qu'un petit coup de pouce pour faire basculer la bourgeoisie dans sa tombe.

En outre, cette diminution de l'écart entre dirigeants et dirigés entraîne de la part des dirigés, et surtout de la part des forces intellectuelles, des forces de la culture, des étudiants, un sentiment de révolte contre les structures hiérarchisées, figées que le Capital impose pour maintenir son hégémonie. Ainsi, et cela est également fort nouveau, il se crée une nouvelle sorte d'aliénation, particulièrement ressentie par les jeunes et par les intellectuels : il s'agit de l'aliénation due aux structures aliénantes du capitalisme monopoliste d'Etat.

En troisième lieu — et faut-il dire que cette liste de conclusions n'est pas exhaustive — la salarialisation de nombreuses couches sociales débouche directement sur une prise de concsience aiguë et douloureuse des problèmes qui, jusqu'ici, n'étaient posés qu'à la classe ouvrière : l'insécurité d'existence, le chômage, la disqualification du travail et de là, la compréhension viscérale du caractère anarchique et irrationnel de la production capitaliste.

Dans un article rédigé après Mai 68 et consacré à la voie française au socialisme, Pierre Juquin, membre du C.C. du P.C.F., tire les enseignements de ces nouveaux phénomènes en ces termes : « ... la classe ouvrière n'est plus seule à posséder certaines caractéristiques qui ont conduit Marx à affirmer son rôle historique. Par suite de l'essor des forces productives en ce début de révolution scientifique et technologique, elle n'est plus seule liée à la production la plus avancée. On ne peut plus dire qu'elle est seule à ne pas péricliter avec la grande industrie, ni que le développement de celle-ci la regroupe seule en concentrations croissantes. On ne peut même pas dire de façon absolue, bien que cette question soit plus compliquée, que la classe ouvrière est seule à subir l'exploitation du grand capital. Chacun reconnaît ces traits dans des couches sociales en expansion, celles des ingénieurs, cadres, techniciens, etc. ». (13)

2. LA JEUNESSE D'AUJOURD'HUI : UNE NOUVELLE GENERATION

2.1. *La notion de « génération »*

« Nouvelle génération », est-ce bien là une notion marxiste ? En l'utilisant, ne tombe-t-on pas dans cette hérésie qui vise à substituer un conflit de générations à la lutte de classes ?

(13) Pierre Juquin, **Voie française au socialisme**, dans **La Nouvelle Critique**, Paris, octobre 1968, p. 6.

Il faut bien préciser ce qu'on entend par cette notion. Dans une intervention au C.C. du P.C.I. en 1961, Palmiro Togliatti pose le problème de la définition de la notion « nouvelle génération » en ces termes : « on peut parler d'une génération nouvelle lorsque se manifestent dans l'orientation idéale et pratique des hommes et des femmes, qui se présentent en tant que jeunes, certains éléments homogènes, s'étant accumulés par suite de la maturation de problèmes nouveaux, d'une expérience nouvelle ; car à travers la maturation de ces problèmes et la formation de cette expérience, des questions nouvelles se posent aux hommes en ce qui concerne leur vie d'aujourd'hui et de demain, et des réponses nouvelles commencent à être données. »

Il n'y a donc pas chaque année une nouvelle génération. Peut-on dire qu'il y a une nouvelle génération après 20, 25, 30 ans ? Non. Peut-on dire que la nouvelle génération se compose de jeunes de 16 à 30-35 ans ? Pas plus. Disons que si la grande masse de ceux qui font partie de cette nouvelle génération appartient en effet à cette classe d'âge, tous ceux qui, quel que soit leur âge physique, pensent comme la nouvelle génération, tous ceux qui sont *porteurs de cette nouvelle problématique* appartiennent à cette génération. Ce qui compte, ce n'est donc ni la mesure du temps écoulé de génération à génération, ni les années physiques vécues par chacun de ces « jeunes » ; ce qui importe, c'est précisément qu'à travers « la maturation de problèmes nouveaux... des questions nouvelles se posent aux hommes... et des réponses nouvelles commencent à être données. »

Affirmer que nous sommes en présence d'une nouvelle génération ne signifie nullement qu'il y ait rupture avec l'ancienne. S'il existe un bond qualitatif d'une génération à l'autre — c'est justement ce bond qui permet de parler de *nouvelle* génération — il n'y a pas cassure. C'est d'ailleurs une des tâches du Parti d'empêcher cette cassure et de réaliser la soudure entre l'ancienne génération politique et la nouvelle. Afin que la nouvelle génération puisse conquérir plus facilement des bastions au sein du capitalisme, il faut qu'elle s'assimile les enseignements de ses prédécesseurs, les enseignements de ceux qui ont mené la lutte antifasciste avant guerre, la lutte nationale contre le nazisme, la lutte contre Léopold III, la lutte pendant la grève de 60-61, etc. Le mouvement ouvrier et son avant-garde ont accumulé une expérience révolutionnaire. Le Parti Communiste est le principal réceptacle et le principal gardien de cette expérience accumulée. Nul mieux que lui ne peut transmettre d'une génération à l'autre les connaissances acquises à travers la pratique anticapitaliste du passé. C'est notamment par cette assimilation qu'on assurera au mieux la continuité dans la lutte contre le capital.

A travers les luttes politiques et sociales de mai-juin 1968 en France, à travers les luttes étudiantes dans tous les pays d'Europe occidentale de ces dernières années, à travers les grèves et les occupations de mines, d'usines et d'universités qui déferlent sur l'Europe du Nord de la Suède jusqu'aux Asturies, à travers ces luttes que la bourgeoisie nomme « sauvages » un peu comme la Rome antique qualifiait de « barbares » tous les peuples qui n'étaient pas romains, à travers toutes ces batailles sociales de ces dernières années... quels sont les problèmes qui sont arrivés à maturation ? Quels sont les *éléments* qui nous permettent de parler aujourd'hui d'une « nouvelle génération » ? Telle est la première question à laquelle je vais tenter d'esquisser une réponse.

2.2. *Eléments constitutifs de la conscience politique de la nouvelle génération.*

Un premier élément concerne un sentiment profondément anticapitaliste. Les jeunes ouvriers, les étudiants, les jeunes intellectuels des pays capitalistes s'intéressent fort peu aux solutions précaires et chèvre-choutistes que la bourgeoisie leur propose. Ils ont conscience du caractère capitaliste des « réformettes » que la bourgeoisie veut instaurer et cette prise de conscience les mène tout naturellement à un refus d'intégration à ce que les idéologues bourgeois et les mauvais marxistes appellent le

« néo-capitalisme » et à ce que nos camarades allemands appellent le « Spätkapitalismus », c'est-à-dire « l'ultime phase du capitalisme », comme dit Lénine, le capitalisme atteint de la gangrène. On pourrait citer mille exemples tirés des luttes sociales et politiques qui se sont déroulées ces dernières années en Belgique à l'appui de cette thèse. Je n'en citerai qu'un. Il est, je crois, fort significatif. Il y a quelques années — disons de 1957 à 1962 — la jeunesse belge s'est dressée et a manifesté avec énergie son hostilité à la guerre d'Algérie. On a organisé des manifestations devant l'ambassade française, des conférences et des meetings jusque dans les plus petites villes du pays, et même un meeting de plus de 7.000 jeunes à Bruxelles. A l'époque, dans l'esprit des masses, des masses de jeunes pour la plupart, qui clamaient leur horreur du colonialisme, il n'y avait pas de mise en question du capitalisme. Bien sûr : les plus politisés faisaient la jonction entre colonialisme et capitalisme. Mais dans les masses, cette liaison n'était pas faite. On s'attaquait à un des aspects du capitalisme sans s'attaquer à sa nature. Aujourd'hui, il en est tout autrement : la lutte des jeunes contre la scandaleuse guerre du Vietnam a mis en cause l'impérialisme américain, l'O.T.A.N. et le système capitaliste. C'est dire que la jonction entre un des aspects du capitalisme et la nature du capitalisme a, beaucoup plus qu'avant, une assise de masse.

Ce sentiment anticapitaliste débouche facilement dans les milieux étudiants, intellectuels et culturels, sur une attitude gauchiste. Quand on parle de gauchisme, il est fort utile de faire la distinction entre deux choses voisines mais à ne pas confondre :

— une idéologie gauchiste diffuse au sein des masses ;

— des groupes organisés de tendance gauchiste (Trotskystes, J.G.S., Maoïstes, etc.).

L'idéologie gauchiste a une assise de masse au sein des jeunes travailleurs intellectuels et culturels parce qu'elle est supportée par des bases objectives. Une première raison objective qui favorise l'éclosion du gauchisme est le fait que beaucoup de ces intellectuels ne sont ni exploiteurs, ni exploités. L'ouvrier d'usine prend conscience chaque jour, à chaque heure, à chaque minute du lien de subordination qui le lie au patron. Il vit son exploitation et s'il s'engage à gauche, son engagement est vérifié, renforcé, consolidé chaque jour, chaque heure, chaque minute. L'intellectuel s'engage sur base de textes. De là, une plus grande fragilité de l'engagement et une propension naturelle à lutter avec des textes sans tenir compte de l'infinie complexité des situations toujours mouvantes, toujours troubles, toujours impures. De là, un certain absolutisme, une volonté de pureté révolutionnaire — seul le papier peut être parfaitement blanc, la lutte pratique se déroule toujours dans un spectre qui va du gris clair au gris foncé.

Une deuxième raison qui vaut principalement en milieu étudiant est liée au fait que les actes politiques des étudiants sont facilement entachés d'irresponsabilité en ce sens qu'*ils n'affectent pas les conditions matérielles de leur existence*. Un dirigeant syndical ne peut pas prendre des décisions à la légère : de sa décision dépend le gagne-pain des travailleurs. Un dirigeant étudiant peut inciter à une grève des cours, à une occupation des locaux dans des circonstances défavorables et inopportunes sans que cela ne porte à conséquence ni pour lui, ni pour ceux qui le suivent. Une troisième raison qui facilite le développement du gauchisme dans les milieux intellectuels et culturels est l'omniprésence de l'idéalisme bourgeois dans ces milieux. L'air que l'on respire à l'université, à la radio, dans les théâtres, au cinéma est de l'air pollué, c'est de l'air bourgeois. La conception de vie bourgeoise s'infiltre dix fois plus aisément dans les rapports humains que l'étudiant noue à l'université, que l'ingénieur a avec les dirigeants de l'entreprise, que le médecin entretient avec ses infirmières et ses malades que dans les relations entre l'ouvrier manuel et le patron.

Et ce n'est pas parce qu'on s'engage à gauche que l'ensemble de ces conceptions idéalistes et individualistes sont mises au rancart. Bien au

contraire : on peut transposer ces conceptions dans une optique de gauche. Ce transfert mène droit au gauchisme.

Cette idéologie gauchiste qui se caractérise notamment par une mentalité boycottiste, par une conception étriquée des alliances, par une diffusion effrénée d'illusions au sein des masses au moyen d'une phraséologie révolutionnaire, par une sous-estimation des objectifs à moyen terme, et en définitive par un manque de confiance dans les masses — manque de confiance issu autant d'une conception nietzschéenne de l'avant-garde comme élite que d'une vision individualiste des hommes — cette idéologie peut devenir un phénomène de masse. Selon la texture générale de la lutte qu'on mène, selon le groupe social dans lequel on se meut, l'une ou l'autre de ces caractéristiques peut prendre le dessus.

Prenant appui sur cette idéologie diffuse, il se crée dans les milieux intellectuels et culturels une série de groupes gauchistes qui poussent toutes, ou certaines, de ces caractéristiques, à leur paroxysme. Ces groupes peuvent à certains moments avoir une influence incontestable. Si nous démasquons abstraitement et dogmatiquement ces gauchistes, si nous luttons frontalement contre ces groupes en donnant l'impression que nous mettons l'ennemi de classe et les gauchistes sur le même pied, nous risquons de nous aliéner pas mal de sympathies *dans les masses*. D'ailleurs, nous n'avons qu'un seul ennemi : il est à droite. En revanche, nous avons beaucoup d'amis à gauche : certains se trompent, parfois certains se trompent cruellement. Même alors, ce ne sont pas pour autant des ennemis.

On ne saurait cependant, en aucune circonstance, s'abstenir d'une critique sans indulgence des comportements qui, objectivement, gênent l'organisation correcte des actions des masses. Le concept de l'efficacité reste, en cette matière, le critère décisif.

Un deuxième élément a trait à la démocratie.

Togliatti, dans l'intervention citée, écrivait en 1961 : « dans la jeunesse moderne il y a une adhésion à la démocratie, il n'y a pas une critique générale de la démocratie bourgeoise en tant que telle ... c'est-à-dire que les jeunes adhèrent aux formes extérieures d'un régime prétendument démocratique comme celui où nous vivons ».

C'était en 1961. Je crois que sur ce point précis, nous assistons à une évolution fort importante : aujourd'hui, les jeunes mettent en cause les formes et les structures de la démocratie bourgeoise. La jeunesse est devenue critique à l'égard de l'élu qui ne rend pas compte à ses mandants, elle exige des comptes de ses mandataires, etc. Ce sont autant de signes qui permettent d'affirmer que de très nombreux jeunes n'adhèrent plus aux formes extérieures de la démocratie formelle. Au contraire : la jeunesse conteste ces formes et elle veut les remplacer par des formes de démocratie authentique qui préfigurent la démocratie socialiste. Elle se bat pour conquérir des structures démocratiques qui ne trahissent pas la substance de la démocratie : la liaison entre mandants et mandataires, le contrôle des élus par les électeurs, la primauté et le respect de l'assemblée sur les délégués, etc. voici autant de points qui sont au cœur de tous les débats.

Cette volonté de démocratie authentique a débouché sur ce phénomène tout à fait original qu'est l'Assemblée Libre. Il faut bien se garder de sous-estimer l'ampleur de ce mouvement ; il y en a eu dans la plupart des milieux intellectuels et culturels : dans des auditoires, dans des laboratoires de recherche, dans des hôpitaux, dans des académies de peinture, dans des théâtres, à la radio et à la T.V., dans des groupements d'architectes, etc.

Fondamentalement, ce mouvement des assemblées libres était extrêmement positif. A la base il était tout autant issu d'une réaction contre les structures hiérarchisées que contre les formes de comitardise et d'encommissionnement anti-démocratiques que prenait par trop souvent le mouvement revendicatif.

Bien entendu, cette volonté saine et juste de ne pas violer l'assemblée a mené souvent, et surtout au début de la lutte, à un refus de

délégation du pouvoir qui a rendu une série de ces assemblées aphones et impuissantes. D'autre part, ce même sentiment démocratique a pu déboucher sur le rejet de la présence d'un rapporteur qui, dans le passé, avait par trop souvent orienté les débats de telle sorte que les assemblées devenaient des chambres d'entérinement. Naturellement, ce refus d'accepter la présence d'un rapporteur, a fréquemment eu pour résultat des réunions chaotiques et confuses. En dernier lieu, par crainte d'être récupérée, par crainte de voir son champ d'action se restreindre, l'assemblée libre a été jusqu'à nier l'utilité de se fixer des objectifs de lutte. Ce qui a conduit tout droit à une grandiloquente stérilité.

Il est certain que les assemblées libres ont eu d'innombrables aspects négatifs. Elles ont néanmoins permis un immense brassage d'idées, une réflexion collective sur des problèmes qui, jusqu'alors, n'effleuraient pour ainsi dire pas les jeunes, les étudiants, les intellectuels.

Ce qu'il faut tenter, c'est de transformer les assemblées libres en assemblées revendicatives, en assemblées à objectifs, qui conservent les caractères positifs de l'assemblée libre, à savoir : le contrôle des mandataires et la souveraineté de l'assemblée sur l'élu. En aucun cas, on ne peut condamner dans son intégralité l'Assemblée Libre parce qu'elle a été à la source de déviations anarchisantes. Il faut, ici également, distinguer la cause, qui est saine, de certains effets, qui furent déplaisants, et il faut s'appuyer sur les causes profondes pour mettre en place de nouvelles formes de lutte plus conformes aux aspirations de la nouvelle génération.

Un troisième élément concerne la mise en question de l'hégémonie de la bourgeoisie, de son idéologie et corrélativement : le désir d'une rupture révolutionnaire. Pendant de longues années, les étudiants communistes de Belgique étaient les seuls à l'université à expliquer que l'idéologie enseignée en sciences humaines était de l'idéologie bourgeoise. Ils prêchaient dans le désert. De nos jours ce n'est plus le cas : de nombreuses couches de la communauté universitaire prennent conscience du fait que le professeur d'université est neuf fois sur dix un bourgeois parfaitement intégré au régime capitaliste et que la finalité de l'enseignement correspond aux intérêts de la bourgeoisie. Beaucoup de jeunes perçoivent, souvent même encore inconsciemment, encore confusément, que « la société capitaliste et la civilisation bourgeoise ne possèdent plus ce qui confère à une formation historique sa vitalité : la capacité de projeter l'avenir, de s'ouvrir sur une perspective générale » (14). Cette carence historique de la bourgeoisie, la nouvelle génération en devient de plus en plus consciente et cette prise de conscience provoque une volonté de rupture révolutionnaire.

Naturellement, cette prise de conscience et cette volonté de rupture révolutionnaire ne constituent pas des phénomènes simples : leur complexité est d'ailleurs liée aux caractères mêmes de l'idéologie bourgeoise, caractères que Louis Althusser, notamment, a remis en évidence dans « Pour Marx ». Il constate d'abord que l'idéologie bourgeoise « est un système (possédant sa logique et sa rigueur propres) de représentations (images, mythes, idées ou concepts selon le cas) doué d'une existence et d'un rôle historiques au sein d'une société donnée... L'idéologie se distingue de la science en ce que la fonction pratico-sociale l'emporte en elle sur la fonction théorique (ou fonction de connaissance) ». (15) Les différentes formes qu'adopte l'idéologie bourgeoise, à savoir : la religion, la morale, la philosophie idéaliste, la conception de l'histoire, l'explication des faits socio-politiques, et même le langage, qu'on pense par exemple à des termes comme « grève sauvage », « meneurs », « guerre subversive », « communistes moscovites », « rideau de fer », « société d'abondance », « welfare-state », etc., toutes ces formes idéologiques servent à assurer l'hégémonie de la bourgeoisie : telle est leur fonction essentielle.

(14) Petruccioli, Cl., **L'assemblée et la délégation**, juin 1968.
(15) Althusser, L., **Pour Marx**, Paris, 1965, p. 238.

Analysant ensuite *comment* cette idéologie bourgeoise s'impose aux hommes, Althusser remarque à fort juste titre que « l'idéologie est bien un système de représentations : mais ces représentations n'ont la plupart du temps rien à voir avec la *conscience* : elles sont la plupart du temps des images, parfois des concepts, mais c'est avant tout comme *structures* qu'elles s'imposent à l'immense majorité des hommes, sans passer par leur conscience. Elles sont des objets culturels perçus-acceptés-subis, et agissent fonctionnellement sur les hommes par un processus qui leur échappe ». (16) C'est donc sournoisement que cette idéologie conquiert les hommes. Faut-il dire que l'éducation — dans la famille comme à l'école et à l'école primaire comme à l'université — joue ici un rôle crucial. Un ensemble de jugements s'infiltre dans l'esprit des gens sans qu'ils ne perçoivent le moins du monde le sens de cette « infiltration ». Cet air bourgeois ne s'insinue pas uniquement dans le domaine des connaissances (radio, journal, TV, enseignement...), il s'immisce encore dans les comportements les plus intimes, dans les réactions psychologiques que l'on croit être les plus personnelles alors qu'elles ne constituent le plus souvent que l'individualisation de rapports économiques et sociaux. Je vois la plus belle illustration de cette immixtion de l'idéologie bourgeoise dans les relations entre hommes et femmes dans la société capitaliste. Même dans des milieux de gauche où la conception générale et abstraite de ces relations est basée sur les principes de l'égalité, de l'émancipation de la femme, etc., combien de fois ne trouve-t-on pas dans la *pratique quotidienne* de ces relations un démenti criant de la conception égalitaire et donc une influence directe et prépondérante de la vision bourgeoise ?

Quelles que soient les ruses qu'utilise la bourgeoisie pour conserver son hégémonie idéologique, les faits et les modifications objectives dans la « condition humaine » des intellectuels, des artistes, des étudiants ainsi que l'influence grandissante d'une idéologie de gauche créent de plus en plus des situations de rejet de l'idéologie bourgeoise par ceux qui justement devraient en être les principaux véhicules. Le rejet commence par une prise de conscience de l'existence de cette idéologie comme idéologie, c'est-à-dire qu'un nombre croissant d'intellectuels commencent à se rendre compte de la fonction socio-politique des « représentations du monde » qu'ils s'assimilent passivement ou qu'ils diffusent. Ce rejet, en soi extrêmement positif puisqu'il s'attaque à l'hégémonie socio-culturelle de la bourgeoisie, passe souvent par une phase aussi diffuse, aussi inconsciente, aussi vague que ne l'est l'infiltration de l'idéologie bourgeoise elle-même. De là bien souvent une sorte de nihilisme culturel et une mise en cause de toute idéologie. Et si l'on peut dire que l'idéologie n'exerce plus l'attrait d'antan, qu'au contraire c'est l'idéologie progressiste qui est à l'offensive, il faut bien voir néanmoins que le seul anti-virus efficace et persistant à l'idéologie bourgeoise est le marxisme. Il ne suffit pas de démasquer et de dénoncer l'omniprésence de l'idéologie bourgeoise, il faut encore savoir ce qu'il faut mettre à sa place et quelle représentation globale du monde, de la société, de l'histoire récuse celle de l'idéologie bourgeoise. Or le passage de la prise de conscience de l'idéologie bourgeoise comme idéologie à un stade supérieur : l'adhésion à une vision marxiste des processus sociaux, n'est pas chose aisée. Ici encore, les communistes ont un rôle fondamental à jouer.

* * *

2.3. *Conclusions partielles.*

Ces trois éléments, à savoir : un sentiment anti-capitaliste, une volonté de démocratie authentique et une mise en cause de l'hégémonie idéologique de la bourgeoisie sont constitutifs de la conscience politique et idéologique de la nouvelle génération. Bien entendu, d'innombrables déviations politiques se greffent sur ce processus et le ralentissent. Du sentiment anti-capitaliste découle souvent une impatience due à un manque d'expérience, à une mauvaise compréhension du marxisme, à

(16) Althusser, L., **ibid.**, pp. 239-240.

une absence d'analyse dynamique et dialectique, à l'influence — d'autant plus pernicieuse qu'elle est inconsciente — de l'idéologie bourgeoise : de là des déviations gauchistes, maoïstes, trotskystes, etc. La volonté de démocratie authentique et la dénonciation des tares de la démocratie bourgeoise débouchent fréquemment sur des attitudes anarchistes. Enfin, la mise en cause de l'hégémonie de la bourgeoisie va encore souvent de pair avec une contestation absolutiste et négativiste de toute culture, de toute organisation sociale.

Il faut bien voir que les nouveaux éléments de prise de conscience sont beaucoup plus importants, beaucoup plus profonds que les erreurs quasi inévitables qu'ils suscitent et qui nous agacent tellement.

Tout le monde sait bien qu'il n'y a pas de roses sans épines... mais personne ne pourrait oublier que ce qui est fondamental dans le rosier, c'est la rose et non les épines.

Santiago Carillo, secrétaire général du vaillant Parti Communiste Espagnol, a eu le mérite de faire, dès juin 1968, une analyse des plus audacieuses et des plus approfondies de la nouvelle génération. Voici ce qu'il dit de la jeunesse : « La jeunesse d'aujourd'hui, dans sa grande masse, tend à devenir objectivement une grande force révolutionnaire. La classe ouvrière et son parti d'avant-garde doivent se réjouir de cette extraordinaire et puissante floraison d'énergie révolutionnaire ». (17).

3. A NOUVELLE GENERATION POLITIQUE, NOUVELLE STRATEGIE POLITIQUE

3.1. *Que faire ?*

Quelle réponse politique d'ensemble faut-il donner aux questions fondamentales que se pose cette nouvelle génération ? Quelle est la stratégie la plus conforme aux aspirations de cette génération ? Qu'attend-elle des communistes ?

C'est là le deuxième jeu de questions auquel je vais m'efforcer de répondre.

Je crois que la réponse peut se résumer en une phrase : organiser des noyaux de contre-pouvoir à tous les niveaux. Je m'explique : organiser des noyaux de contre-pouvoir ne signifie rien d'autre qu'appliquer une conception révolutionnaire de la participation. Il y a une définition gaulliste de la participation qui vise uniquement à renforcer la domination de la bourgeoisie par la persuasion. Quand nous discutons entre révolutionnaires de la participation, il ne s'agit évidemment pas de la conception de l'adversaire. Au demeurant, même cette vision bourgeoise de la participation constitue pour la classe dominante une marche arrière, une solution de repli. En effet, la bourgeoisie préfère de loin gérer seule, dominer sans partenaires, diriger sans autoriser d'autres à « prendre part » à la prise de décision. Ainsi, à l'U.L.B., les professeurs dans leur immense majorité ,rêvaient encore il y a peu de collèges facultaires composés uniquement de professeurs. C'est de haute lutte qu'on leur a imposé des Conseils facultaires mixtes composés paritairement de professeurs et de non-professeurs. Si la vision bourgeoise de la participation tend à colmater la brèche, la conception révolutionnaire de la participation vise à pénétrer dans la fissure de l'édifice bourgeois — fissure due non à la générosité de la bourgeoisie mais au plus haut niveau de conscience politique des forces de la culture — à élargir cette brèche au maximum pour faire craquer l'édifice.

Une deuxième chose sur laquelle il faut bien se mettre d'accord pour éviter des incompréhensions : organiser des noyaux de contre-pouvoir ne signifie pas créer une sorte de « shadow-cabinet » comme le font les travaillistes anglais quand ils ne sont pas au gouvernement.

En troisième lieu, il ne s'agit pas de faire entrer des délégués syndicaux dans les Conseils d'Administration des entreprises capitalistes comme le font les sociaux-démocrates en République Fédérale Alle-

(17) Carillo S., **La lutte pour le socialisme aujourd'hui**, dans « Nuestra Bandera », juin 1968, p.10

mande. Aussi longtemps que le capitalisme demeurera en place, la bourgeoisie, seule détentrice des moyens de production, régnera en maître et seule dans ses usines.

Ce qu'il faut tenter, par la création à la base, dans la population, c'est d'arracher à la bourgeoisie le maximum de pouvoir, c'est de neutraliser au maximum certains de ses outils politiques.

3.2. *Définition, rôle et programme du contre-pouvoir.*

Le noyau de contre-pouvoir comporte deux aspects indissociables : un pouvoir de contestation et un pouvoir de décision. S'il existe dans une école, dans une université, dans un théâtre, un organe de décision, le noyau de contre-pouvoir doit se créer dans cet organe, dans l'organe où la décision est effectivement prise. Le contre-pouvoir ne trouve donc pas son siège dans une structure parallèle à l'organe de décision, un comité d'actoin, par exemple. Un tel comité doit épauler le contre-pouvoir, mais il n'est à lui seul qu'un organe de contestation, voire de contrôle, mais non un organe de décision.

Ce contre-pouvoir est essentiellement démocratique : par son programme et par la vie démocratique qu'il mène.

Son programme est un contre-programme de l'autorité en place, sa plateforme est l'option démocratique, anti-capitaliste face à tous les problèmes que la vie pose. C'est-à-dire qu'il faut pouvoir élaborer des réponses démocratiques à tous les problèmes soulevés. Je dis bien, à tous les problèmes, aussi techniques soient-ils. Ainsi, à l'U.L.B., les forces progressistes ont eu à prendre position sur le choix des architectes pour les constructions à la Plaine des Manœuvres, sur le mode de désignation des entrepreneurs, etc. Il faut pouvoir démontrer que les solutions démocratiques sont non seulement les plus équitables mais également plus rationnelles que celles des technocrates. Il faut pouvoir démontrer concrètement que la raison est à gauche... et grâce à des argumentations techniques, basées sur les faits, conquérir des nouveaux alliés même parmi des gens qui n'ont pas l'habitude de défendre des positions de gauche. Cela s'avère possible dans les milieux intellectuels dans la mesure du moins où la raison peut (parfois) l'emporter sur l'intérêt ou sur le réflexe de classe. Il faut ,dans la pratique quotidienne, arriver à faire la démonstration de l'inutilité de la bourgeoisie. Il faut convaincre les masses qu'on a la capacité de remplacer la bourgeoisie au pied levé, qu'on a la capacité de gérer à sa place.

Ce contre-pouvoir pratique une vie démocratique, c'est-à-dire qu'il doit se sentir au sein des masses, au sein des assemblées comme un poisson dans l'eau. Il doit se placer délibérément sous le contrôle des masses et il doit agir en accord avec sa base. Même plus : il doit constamment rechercher le *consensus* des masses. Ce n'est pas par hasard si ce mot « consensus » s'est, depuis mai/juin '68, substitué au mot « accord ». A nouvelle réalité, nouvelle terminologie : consensus, c'est beaucoup plus qu'une conviction purement raisonnée. Consensus, c'est un accord en profondeur, un accord du cœur et de la raison. C'est donc un accord qui débouche facilement sur l'action. Eh bien, le contre-pouvoir doit patiemment rechercher un consensus sur tel ou tel objectif. Au fond, il s'agit d'adopter une vieille pratique des organisations communistes comme méthode de travail et de discussion au sein des masses ou dans des organisations beaucoup plus larges.

En outre : le contre-pouvoir doit être continuellement conscient de soi, c'est-à-dire qu'il doit toujours être conscient d'être un *contre*-pouvoir, il doit être conscient d'être face à l'adversaire. Il doit l'être d'autant plus qu'il constitue un noyau démocratique au sein d'un pouvoir bourgeois et qu'il est chaque jour assiégé par la bourgeoisie qui tente de l'intégrer, de l'assimiler, de le récupérer. Seule une liaison constante avec les masses et une conscience aiguë de se mouvoir sur un champ de bataille permet de gagner la partie. Il faut jouer serré et la partie n'est certes pas facile notamment parce que la bourgeoisie est extrêmement fine, extrêmement subtile. Elle hérite d'une expérience séculaire de l'exercice du pouvoir. Surtout ne la méprisons pas tactiquement, même si stratégiquement elle

ressemble à un colosse aux pieds d'argile. Sa subtilité consiste le plus souvent à donner du mou, à lâcher du lest, à masquer par sa souplesse et son « libéralisme » la lutte de classes, voire l'existence d'un champ de bataille. D'une certaine façon, il est vrai que la lutte dans les milieux intellectuels est aujourd'hui plus complexe et plus difficile qu'avant guerre. Avant la deuxième guerre mondiale, il était hors de question qu'un homme de gauche, à plus forte raison un communiste, devienne assistant à l'université. L'enseignement universitaire constituait une chasse gardée de la bourgeoisie. Il fallait montrer patte blanche pour y accéder. Dès lors tout le monde distinguait très clairement la barrière qui sépare *la gauche de la droite*. Mais aujourd'hui que la bourgeoisie doit se montrer plus tolérante — et c'est là bien évidemment une victoire de la gauche — la conscience de la ligne de démarcation risque de s'estomper. Voilà pourquoi le contre-pouvoir doit être en permanence conscient de soi, de sa nature de *contre*-pouvoir.

3.3. *Stratégie du contre-pouvoir.*

La stratégie qui préside à l'organisation des noyaux de contre-pouvoir est essentiellement une stratégie des alliances qui, en définitive, « est toujours le problème central de tout processus révolutionnaire » (E. Berlinguer). En effet, ce noyau de contre-pouvoir *n'est pas* et *ne peut pas être* uniquement composé de représentants de l'avant-garde du mouvement. Très concrètement : les membres de ce noyau de contre-pouvoir ce ne sont pas trois communistes + trois J.G.S. Le contre-pouvoir démocratique doit être en lieu principal l'émanation des masses. Ceci implique une politique d'alliances extrêmement souple, extrêmement large. Il faut définir une charte du contre-pouvoir, un jeu de réformes de structure démocratiques à l'échelle de l'école, de l'université, de la commune. Autour de ce programme se rallieront les progressistes : des membres d'organisations de gauche et d'autres qui n'appartiennent à aucune organisation. Aux assemblées d'élire ceux en qui elles ont le plus confiance. Les élus constitueront l'embryon du contre-pouvoir. Il faut donc bien se garder de tout sectarisme, de toute conception étriquée des alliances, de toute méfiance envers ceux qui n'appartiennent pas à une organisation de gauche. Je dirais même plus, le fait d'avoir une carte du Parti en poche, n'est pas en soi une preuve de bonne conduite ès révolution. Les seuls galons valables sont ceux qu'on se voit attribuer dans la lutte, la seule garantie sérieuse trouve sa source dans la confiance des masses et dans la volonté de se placer sous le contrôle des masses. Qu'on élise donc ceux — membres ou non d'organisations de gauche — qui répondent à ces critères.

Une telle stratégie constitue une riposte offensive à la politique d'intégration du capital.

Elle permet d'abord de démasquer et de dénoncer le capital dix fois plus efficacement que n'importe quel comité d'action parallèle. En effet, le contre-pouvoir étant à la source de la prise de décision, il est dix fois mieux informé et sa capacité de contrôle, donc de contester, est décuplée. Mais cette stratégie ne permet pas que la contestation. Elle peut également — parce que le contre-pouvoir a un pouvoir de décision — montrer aux masses qu'elles peuvent avoir un impact sur les décisions. C'est-à-dire que cette stratégie peut donner aux masses un avant-goût du pouvoir. Voilà pourquoi elle est offensive et révolutionnaire.

En même temps, cette stratégie constitue une riposte positive au gauchisme, à l'anarchisme... En effet, il est souvent peu opérationnel de dénoncer le gauchisme dans l'abstrait. Il y a dans tout jeune, dans tout intellectuel un gauchiste qui sommeille. Surtout ne le réveillons pas. Essayons de conquérir les masses à un contre-programme révolutionnaire, faisons la preuve dans l'action que nous avons des solutions de rechange... et le gauchisme perdra de son emprise sur les masses.

La lutte au sein des organes institutionnels ne peut se concevoir qu'en liaison avec des mouvements de masse. Réfléchissons à ce que Lénine disait dans son article « La guerre des partisans » : c'est d'une étonnante actualité. Lénine écrit : « Le marxisme diffère de toutes les

formes primitives du socialisme, en premier lieu par cela qu'il ne rattache pas le mouvement à une certaine forme de lutte. Il admet les formes de lutte les plus variées, et ne les « invente » pas, mais il se limite à généraliser, à organiser les formes de lutte qui apparaissent d'elles-mêmes au cours du mouvement des classes révolutionnaires et leur imprimer un caractère conscient. Repoussant fermement toutes les formules abstraites, toutes les recettes doctrinaires, le marxisme réclame qu'on observe attentivement la lutte concrète des masses... Essayer de répondre par oui ou non à la question si l'on doit ou non utiliser une certaine méthode de lutte, sans analyser minutieusement les conditions concrètes où se trouve le mouvement en question dans le stade respectif de son développement, signifie quitter totalement le terrain du marxisme. »

L'expérience de la lutte à l'université atteste que seul l'enchevêtrement des formes les plus variées de lutte permet d'obtenir des résultats positifs. Il faut bien se rendre compte que le noyau du contre-pouvoir, agissant dans les organes institutionnels, n'arrachera des décisions démocratiques importantes que dans la mesure où il est capable de mettre les masses, dont il est l'émanation, en mouvement. Il est illusoire de croire que par la seule lutte dans les commissions, dans les conseils d'administration, etc., on pourra faire triompher notre programme démocratique. Quand il s'agit de problèmes clefs, l'adversaire ne cède que devant la force. Dès lors, il faut pouvoir, dans les moments critiques, mobiliser les masses pour qu'elles puissent exercer toute leur pression sur la prise de décision. Il faut pouvoir articuler la lutte à tous les niveaux : au sein des masses, dans les comités d'action parallèles, dans les organes de décision. Il est donc politiquement sot de poser les problèmes de « formes de lutte » en termes d'alternative : soit la présence dans les organes institutionnels, soit la lutte de masse. La réponse de Lénine est claire : il faut allier ces deux formes de lutte. Les différentes formes de lutte doivent s'épauler mutuellement.

Quel est le champ d'application de cette stratégie ? J'ai parlé jusqu'ici des intellectuels, des forces de la culture, de la jeunesse. Restons-en là pour l'instant car même dans ces secteurs-là, d'ailleurs hétérogènes, des problèmes litigieux se posent. Je pense, par exemple, à la radio, à la T.V., Au demeurant, nous savons fort bien que les mass-média constituent aujourd'hui des rouages essentiels de l'appareil d'Etat bourgeois et qu'à travers ces intermédiaires, la classe dominante diffuse sans arrêt, de 6 h. 30 du matin à minuit, de l'idéologie bourgeoise. D'autre part, nous savons tout aussi bien qu'une des questions cruciales du moment et des années à venir, est celle-ci : comment arracher le maximum de pouvoir à la bourgeoisie ? Comment lui disputer cette arme qu'est l'information ? Comment briser le monopole qu'elle détient sur les moyens d'information ? Comment neutraliser cet outil qu'elle manie aujourd'hui à son seul profit ?

Les thèses du Congrès d'Ostende affirment sans ambage qu'« il est dès à présent possible d'enlever aux monopoles certains moyens (presse, radio, T.V., etc.) qu'ils utilisent pour abuser les masses en associant davantage les travailleurs au fonctionnement de la démocratie, à son élargissement, base de l'édification d'une société socialiste. » (19).

Il faut donc qu'au sein de la R.T.B., par exemple, les journalistes, les artistes, les réalisateurs, les techniciens, en un mot : les forces de la culture et les intellectuels, en accord avec et en s'appuyant sur les organisations démocratiques nationales (syndicats, partis se réclamant de la classe ouvrière...) essayent de diminuer l'emprise de la bourgeoisie sur l'information. Et ils disposent d'une argumentation de poids, d'une argumentation capable de faire l'unité des forces progressistes : ils peuvent lutter au nom de l'objectivité de l'information. Il s'agit bien entendu de

(19) Thèses du XIXe Congrès du P.C.B., 15-16-17 novembre 1968, p. 10 (IV, A, 5).

l'objectivité réelle et non pas d'une prétendue objectivité accordant un temps d'émission égal aux trois partis dits « nationaux ».

4. EN GUISE DE CONCLUSION : COMMENT REALISER LA SOUDURE ENTRE FORCES DE LA CULTURE ET MOUVEMENT OUVRIER ?

Par les temps qui courent et compte tenu notamment du succès des dernières rêveries et saugrenuités de Garaudy, il n'est peut-être pas inutile de répéter ce qui pour tout léniniste demeure une vérité première : la classe ouvrière fut, est et sera la force fondamentale pour bâtir le socialisme. La classe ouvrière reste en effet la seule classe qui par la place qu'elle occupe dans la production des biens matériels et par l'exploitation directe et immédiate qu'elle subit, a la vocation au pouvoir économique et politique. Elle est la seule classe dont la cohérence interne et l'homogénéité sont suffisantes pour jouer le rôle moteur et directeur dans le processus révolutionnaire. Elle est la seule à disposer en même temps d'une idéologie révolutionnaire et d'un instinct anti-capitaliste, la seule qui bénéficie au niveau le plus élevé de l'héritage d'une expérience de lutte de classe dans tous les domaines et sous toutes les formes.

Mais quand on a affirmé cela, on n'a résolu que partiellement le problème nouveau que pose la maturité croissante de la nouvelle génération. Je crois, en effet, que la soudure entre les forces de la culture et le mouvement ouvrier doit encore être forgée.

Dans les milieux intellectuels, dans le mouvement étudiant, la tendance subsiste de ne s'occuper que de ses problèmes ainsi que des grandes causes planétaires... et de reléguer les problèmes belges au deuxième plan. Il est bien certain que les forces progressistes de l'université, par exemple, arrivent difficilement à faire la jonction entre la lutte pour la démocratisation interne de l'université et la lutte du mouvement ouvrier. Or cette jonction est indispensable au développement ultérieur du mouvement.

D'autre part, « le mouvement ouvrier — y compris les communistes — se définit encore trop en fonction de ses objectifs propres, sans poser avec netteté les problèmes de toute la société et de la lutte démocratique sur tous les fronts, sans tracer avec assez d'audace les perspectives socialistes. Il ne s'agit pas de régenter toutes les composantes de la société mais de les associer à l'action politique avec l'apport qui leur est propre et sans qu'elles perdent de leur originalité » (20).

L'organisation des noyaux de contre-pouvoir, la coordination ultérieure entre ces différents noyaux, la consolidation des alliances entre ces noyaux et les organisations se réclamant de la classe ouvrière, la création d'un vaste front des progressistes : tel est le chemin qu'il faut suivre avec « de l'audace, de l'audace et encore de l'audace » pour transformer qualitativement le contre-pouvoir en pouvoir.

(20) Thèses du P.C.B., XIXe Congrès, Ostende, 15-16-17 novembre 1968, p. 11 (IV, C, 30)

La cantilène du cap Lands End

A Jean Lagneau et Aimé Verneirt
mes amis de jeunesse tués par les nazis,
à d'autres dont les noms sont dans
votre mémoire...

Le cœur peut pleurer sans larmes
L'amour flambe sans se consumer
C'est vrai
Ce que dit la chanson
Mais je ne le savais pas

C'était au temps
Où les oiseaux criards nous chiaient sur la tête
Et j'avais dix-sept ans
Et je ne te connaissais pas

Le chalutier venait d'Ostende
Il m'en souvient
Et pour gagner la mer d'Irlande
Il nous fallait virer plein Nord
Sous le mufle du cap Lands End
Que je n'avais pas vu
Je tirais sur la barre comme un enfant perdu
Le temps était gris et l'eau méchante
C'est le second du bord
Il s'appelait Jan Baert
Et portait un nom de corsaire
Mais c'était un ami
Qui me dit

Regarde
C'est le cap Lands End, le cap de la fin de la terre

C'était au temps
Où les oiseaux criards nous chiaient sur la tête
Et j'avais dix-sept ans
Et je ne te connaissais pas

Je ne savais pas que le Cap Lands End était le commencement du monde
C'était un monstre informe et cruel
Triste et sans pudeur
Qui regardait comme un voyeur immonde
La mer d'Irlande griffer les vagues de l'Atlantique
Comme une putain du port griffe le visage de son maquereau

Le cœur peut pleurer sans larmes
L'amour flambe sans se consumer
C'est vrai
Ce que dit la chanson
Mais je ne le savais pas

Pourquoi dit-on maquereau pour injurier quelqu'un ?
C'était le maquereau que nous pêchions
Et je croyais
Pardonne-moi
Quand le chalut versait les maquereaux par tonnes sur le pont
Je me croyais le favori d'une sultane de légende
Déposant à mes pieds en présent d'amour
Des poignards d'argent sertis d'émeraudes
Je le croyais jour après jour
Pardonne-moi
Et j'étais heureux
Léchant le sang de mes poings blessés
Comme je ne le fus plus jamais
Pardonne-moi
J'étais amoureux de la mer d'Irlande
Et d'une sultane qui ne te ressemblait pas

C'était au temps
Où les oiseaux criards nous chiaient sur la tête
Et j'avais dix-sept ans
Et je ne te connaissais pas

La mer d'Irlande c'est une mer
Comme les autres
Tu ne sais jamais ce qu'elle veut
Tu ne sais jamais si c'est toi ou les autres
Qu'elle veut bercer ou mordre
Tu voudrais qu'elle t'aime
Quand elle ouvre son manteau gris fer
Pour danser blanche dans tes yeux

Pour jeter du sel sur les blessures de tes mains
Et déposer à tes pieds
Comme une sultane des contes d'Orient
Des poignards d'argent sertis d'émeraudes
Mais tu ne sais rien

Le cœur peut pleurer sans larmes
L'amour flambe sans se consumer
C'est vrai
Ce que dit la chanson
Mais je ne le savais pas

Mais un jour Jan Baert le corsaire
Mit le cap au Sud
Il m'en souvient
Le temps était beau et l'eau claire
Et pour gagner le port d'Ostende
Il nous fallut virer à l'Est
Sous le mufle du cap Lands End
Que je n'avais pas vu
Je tirais sur la barre et songeais à l'amour perdu
Mais mon ami
Me dit
Regarde
C'est le cap Lands End, le cap de la fin de la terre
J'ai tant oublié vois-tu
Mais ce souvenir me reste

C'était au temps
Où les oiseaux criards nous chiaient sur la tête
Et j'avais dix-sept ans
Et je ne te connaissais pas

Ce fut la naissance du monde
Le Cap Lands End me souriait
La mer d'Irlande et l'Atlantique reposaient
Dans les bras l'un de l'autre
Tels des amoureux satisfaits
Fillette et garçon innocents
Ou putain et maquereau qu'importe
Ils étaient le mirage mouvant de la tendresse

Et j'étais heureux
Et je n'étais pas jaloux de la mer d'Irlande
Et le cap Lands End me la désignait du regard d'un air narquois
Il voulait me parler d'elle je crois
Mais il fallait gagner Ostende
Avec un chalutier plein de poignards
D'argent sertis d'émeraudes
Présents d'amour d'une sultane d'Orient
A vendre au plus offrant

Comme il était d'usage
Et du vieux cap Lands End j'ai perdu le message
Comme j'ai perdu Jan Baert le corsaire
Mon ami
Et mes dix-sept ans dont je ne savais plus que faire

J'ai cru à ce moment j'ai cru
Pardonne-moi
Qu'il ne me restait rien
Que le dernier regard
Du cap Lands End

Le cœur peut pleurer sans larmes
L'amour flambe sans se consumer
C'est vrai
Ce que dit la chanson
Mais je ne le savais pas

Je n'ai jamais revu le cap Lands End
Ni la mer d'Irlande
Ni Jan Baert le corsaire mon ami
Ni l'Atlantique en ses jours tendres
C'est sur la terre que j'ai fait
La vie qui est celle de tous les hommes
Me dit-on
Ce qu'on appelle une vie
Et qui paraît-il est si bon

Il me souvient t'avoir rencontrée et perdue
Mais j'ai fait la guerre en te perdant
Et c'est surtout la guerre qui m'a pris mon temps
Elle m'a pris mon temps la garce la larronne
Et m'a pris mes amis et m'a ravi le don de double vue
Qui peuplait mon cœur de sultanes de légende
Et de monstres goguenards

Figure-toi
Quand j'entends prononcer aujourd'hui les deux mots être heureux
Je ne revois rien ni personne
Figure-toi
Rien ni personne
Même les poignards
D'argent sertis d'émeraudes
Je ne les vois plus
Tous les manteaux gris fer me donnent le cauchemar
Et quand ils s'ouvrent il n'en sort plus rien de vivant
Je songe seulement
Au bruit des vagues quand le bateau se mettait en travers
Au vent
Pour recevoir son chalut
Je songe comme il faisait bon dormir une heure sur le pont

Je songe aux bons parfums de poissons mourants et d'huile chaude
Je songe au cap Lands End à son dernier regard
Et puis à personne
Et puis à rien
Et tout ça souviens t'en

C'était au temps
Où les oiseaux criards nous chiaient sur la tête
Et j'avais dix-sept ans
Et je ne te connaissais pas

Il faudra bien que je te parle de la guerre
Puisqu'elle nous a tués tous les deux
Prends garde à toi
Il n'y aura dans mon discours
Aucun poème à ta mémoire

J'avais me soucier des vivants et des morts
J'étais chez les vivants et je faisais les morts
J'étais parmi les morts je faisais des vivants
C'est une diablesse d'histoire
Dont on pourrait parler cent ans
Sans jamais la faire comprendre
Et tu n'y as aucune part
Figure-toi

Tous les morts font une prière
à leur Bon Dieu à leurs parents
A la Vierge et à leurs enfants
A leur sultane d'Orient
Moi je n'ai jamais prié rien
Ni personne
Je pensais au monstre païen
Gardien des trésors de la mer
Et des amours de l'océan
Monstre éternel
Témoin des premiers jours du monde
Parfois tendre et parfois immonde
Inamovible et dur
Et cruel
Et rongé par les flots
Protecteur, conseiller, tueur de matelots
Seigneur de la fin de la terre
Père attentif des jeunes gens
Chercheurs d'amours perdus

Que disais-je Je ne sais plus
Je ne faisais pas de prière
Au Bon Dieu ou à mes parents
A la Vierge ou à mes parents
A ma sultane d'Orient

Moi je n'ai jamais prié rien
Le Lands End était mon copain
Et tous deux on restait vivants

Le cœur peut pleurer sans larmes
L'amour flambe sans se consumer
C'est vrai
Ce que dit la chanson
Mais je ne le savais pas
Et je ne le sais pas encore
Pardonne-moi
Les deux mots être heureux je ne les ai compris qu'une fois

C'était au temps
Où les oiseaux criards nous chiaient sur la tête
Et j'avais dix-sept ans
Et je ne te connaissais pas

Weimar, février 45
Bruxelles, février 70.

Ont collaboré aux « Cahiers Marxistes »

Agnès ARNOUL
Jacques ARON
Jean BLUME
Philippe BOESMANS
Marc BRAET
Jacques BRIERE
Segundo CASTRO
Raymond CEUPPENS
Achille CHAVEE
Francis CHENOT
Bernard DANDOIS
Jan DEBROUWERE
Louis DELTOUR
Chantal DE SMET
Urbain DESTREE
Edmond DUBRUNFAUT
Augustin DUCHATEAU
Elie ELIA
Jean-Claude FAIDHERBE
Roger FOULON
Piet FRANTZEN
Paule HERLA
Pierre JOYE
Johan KAHK
Bogdan KAVCIC
Zygmunt KOCZOROWSKI
Jean LAITAT
Rosine LEWIN
René LONNOY
Frans MASEREEL
Jacques MOINS
Jacqueline MOULIN
Walter MULLER
Jacques NAGELS
Marc NEYMARC
Georges PAPY
Albert PHILIPPE
Claude RENARD
René SCHOONBRODT
Roger SOMVILLE
André SOREL
Andrée TERFVE
Jean TERFVE
Francis TESSA
Jan VERWEST
Charly VIENNE
Jacques YERNA

Le prochain numéro
des « Cahiers marxistes »
paraîtra en décembre 1970

Abonnement annuel de soutien : 200 F minimum
Abonnement annuel ordinaire : . . . . 100 F
Vente au numéro : . . . . . 30 F

à verser au C.C.P. de la Fondation J. Jacquemotte 1887.45
Bruxelles

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Augustin Duchâteau / Rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 29-31, 1000 Bruxelles

30 F